

La Serbie, un pays « européen » à la dérive ?

**Étude réalisée par Jean-Arnault Dérens,
Pour la Délégation aux Affaires stratégiques**

Janvier 2013.

Le 20 mai 2012, Tomislav Nikolić était élu Président de la République de Serbie. Sa victoire – arrachée sur le fil face au sortant Boris Tadić (Parti démocratique, DS) – a surpris, même si elle était, à bien des égards, prévisible au regard du maigre bilan de l'équipe au pouvoir depuis 2008, du poids de la crise économique, du rejet de la corruption et de l'incertitude des perspectives européennes du pays. De plus, le Parti socialiste de Serbie (SPS), placé par les électeurs en position d'arbitre, a choisi de former un gouvernement avec le SNS plutôt que de reconduire l'accord qui le liait depuis quatre ans au DS.

À priori, les priorités revendiquées et les choix stratégiques de ce nouveau gouvernement diffèrent peu de ceux de l'équipe précédente : intégration européenne de la Serbie et défense de la souveraineté serbe sur le Kosovo sont, toujours, au centre de la politique de Belgrade. La nouvelle équipe met cependant l'accent sur quelques autres thématiques : en premier lieu, la lutte contre la corruption, mais aussi le renforcement des relations politiques et économiques avec la Russie.

Tomislav Nikolić étant issu de l'extrême droite nationaliste, certains analystes restent sceptiques sur la « sincérité » de l'*aggiornamento* entamé en 2008, quand le Parti progressiste serbe (SNS) a rompu avec le Parti radical serbe (SRS). Certaines déclarations du nouveau président serbe – récentes ou plus anciennes – à propos de Srebrenica ou de Vukovar ont réactivé la crainte d'un « retour du nationalisme », qui pourrait ramener la Serbie à ses vieux démons des années 1990... Pourtant, qu'il s'agisse de l'Union européenne, du Kosovo, de l'OTAN ou même du développement des relations de bon voisinage avec les pays de la région, il est difficile de trouver plus que des nuances entre les positions de la nouvelle et de l'ancienne majorité serbe. En réalité, si les positions officielles de Belgrade ont peu changé, c'est le contexte général actuel qui est radicalement différent de celui du printemps 2008, quand Boris Tadić fut réélu, avec l'aggravation de la crise mondiale et tout particulièrement celle de l'Union européenne. Dans ce contexte délétère, les évidences des années 2000 ne sont plus que des hypothèses, comme la « vocation européenne des pays des Balkans occidentaux », affirmée lors du Sommet européen de Thessalonique, en 2003.

La nouvelle équipe dirigeante serbe est, sans aucun doute, capable de s'accommoder avec beaucoup de pragmatisme de ces nouveaux paramètres, mais dispose-t-elle d'une vision stratégique à moyen et long terme ? Comment Belgrade envisage-t-elle la résolution de la

question du Kosovo ? Dans des Balkans aux équilibres toujours fragiles, « l'incertitude serbe » demeure une des clés majeures de l'avenir.

I – Le panier de crabes belgradois : que mes ennemis me protègent de mes amis !

L'élection de Tomislav Nikolić et la victoire du SNS aux élections de mai 2012 n'ont rien eu d'un raz-de-marée, et la formation du nouveau gouvernement a dépendu de l'accord passé avec le SPS d'Ivica Dačić. Si les formations *juniors* de la nouvelle coalition gouvernementale serbe, notamment le mouvement des Régions unies de Serbie (URS), semblent pour le moment neutralisées, la collaboration entre les deux principaux partis qui la composent a tout du bras de fer permanent. Une lutte farouche pour le *leadership* politique durable dans le pays a commencé, le DS semblant durablement marginalisé. Pour comprendre cette nouvelle donne politique, il importe de revenir sur les causes de la défaite de ce parti.

a – DS : les causes d'une défaite

La troisième tentative a été la bonne. Après avoir été battu à deux reprises par Boris Tadić, lors des élections présidentielles de 2004 et de 2007, Tomislav Nikolić a fini par l'emporter d'une courte tête sur son éternel rival. Etant donnée l'étroitesse des écarts ayant séparé les candidats lors de ces trois scrutins, il semble difficile de s'étonner de cette victoire : un coup de dés a fini par faire pencher la bascule du hasard électoral... Pourtant, au début de l'année 2012, un étrange aveuglement régnait à Belgrade, aussi bien dans les cercles politiques que dans les milieux diplomatiques : une éventuelle victoire du SNS et de Tomislav Nikolić paraissait « impossible ». En fait, une double conviction dominait : celle que le DS l'emporterait encore une fois d'une courte tête et que l'alliance entre le DS et le SPS serait « forcément » reconduite. La première de ces convictions ne reposait sur rien, quant à la seconde, elle sous-estimait l'opportunisme du SPS, dont le dirigeant Ivica Dačić avait clairement indiqué son objectif de devenir Premier ministre, quitte à devoir renverser les alliances du parti pour parvenir à cette fin...

Surtout, cet aveuglement ignorait le malaise profond de la société serbe : la population a vécu, surtout à partir de 2009-2010, une baisse sensible de ses conditions de vie, du fait de la hausse massive du chômage et des politiques d'austérité, condition imposée par les accords

de prêt conclus avec le FMI¹. Dans le même temps, les affaires de corruption se multipliaient, impliquant les « oligarques » notoirement liés au pouvoir politique, et particulièrement au DS. Ce parti continuait à promouvoir un modèle social de développement basé sur le tandem privatisations et investissements étrangers, alors que la crise réduisait presque à néant les perspectives d'investissements, tandis que les privatisations menées à bien se sont fort souvent soldées par des catastrophes économiques et sociales. Le DS n'a pas compris que l'arrogance des « capitaines d'industrie » – les Mišković, Beko, Kostić, etc, qui s'affichaient volontiers aux côtés des ministres du DS – ne passait plus dans l'opinion.

De plus, le DS répétait un « credo » – l'intégration européenne et la défense du Kosovo – lui aussi de plus en plus dépassé. En réalité, c'est moins la question de la « défense du Kosovo » qui faisait problème que celle de la perspective européenne. L'opinion serbe a suivi avec attention et effarement la crise de la zone euro et doute de plus en plus de l'éventuelle adhésion du pays². Dans ces conditions, les exigences imposées par la perspective européenne sont de plus en plus apparues comme un jeu vain. Le DS et les observateurs internationaux ont trop longtemps supputé lequel des deux termes de l'alternative comptait le plus pour l'opinion serbe – l'intégration européenne ou le Kosovo ? – sans comprendre qu'ils avaient, l'un comme l'autre, perdu beaucoup de leur valeur, face à d'autres priorités économiques et sociales.

L'image d'honnêteté personnelle dont jouissait à titre personnel Tomislav Nikolić et une campagne intelligemment axée sur les enjeux économiques et la lutte contre la corruption ont donc suffi à faire pencher la balance. L'*aggiornamento* du SNS, officiellement rallié à la perspective européenne, a contribué à « normaliser » et à « dé-diaboliser » ce parti : alors que les programmes du DS et du SNS tendaient à se rapprocher, pourquoi ne pas voter « contre les sortants » afin de faire entendre sa colère ? Même s'il s'agit d'une fraction très modeste de l'électorat, une frange de l'opinion « libérale » et « citoyenne » a même fait, à l'instar de Vesna Pešić³, le choix de voter Nikolić, pour sanctionner la dérive affairiste du DS...

¹ Celui-ci a octroyé trois milliards d'euros à la Serbie en 2009, puis un milliard supplémentaire en 2011 dans le cadre d'un « prêt de précaution », exigeant en retour un gel des salaires et des pensions de retraite. Lire A. Milošević, « Déficit en hausse, croissance en baisse : nouveau plan d'austérité en Serbie », *Le Courrier des Balkans*, 8 septembre 2011.

² Tous les sondages d'opinion indiquent un décrochage profond et sans cesse plus marqué de l'opinion depuis 2008.

³ Lire l'interview de Vesna Pešić à Radio Slobodna Evropa : « Élections en Serbie : Boris Tadić, un « nouveau Milošević » ? », *Le Courrier des Balkans*, 19 mai 2012.

Il est frappant de constater que, lors de son congrès de l'automne 2012, le DS ne semble toujours pas avoir compris que l'opinion serbe attend un véritable programme politique. Le nouveau président du parti, le maire de Belgrade Dragan Đilas, jouit d'une image « managériale » d'homme efficace, mais il est particulièrement impliqué dans les affaires politico-financières louches, par exemple celles qui entourent le port de Belgrade. Un tel personnage peut difficilement incarner une rupture par rapport aux errements qui ont entraîné la chute du DS, et tout laisse à penser que ce parti risque d'être durablement marginalisé sur la scène politique serbe.

b – L'union est un combat...

L'observateur le plus superficiel de la vie politique serbe ne peut manquer d'être frappé par un paradoxe : le pouvoir serbe politique serbe semble plus centralisé que jamais autour de trois figures – le président Tomislav Nikolić, le Premier ministre Ivica Dačić et le vice-Premier ministre Aleksandar Vučić – alors même que de profondes divisions séparent ces trois hommes.

En effet, les résultats des élections de mai 2012 ont concentré les équilibres politiques sur deux formations seulement, le SNS et le SPS. Des personnalités comme Rasim Ljajić ou Mladen Dinkić, le dirigeant d'URS, ont perdu la position charnière dont ils avaient pu jouir au cours des précédentes mandatures. Pour exister politiquement, ils n'ont donc guère d'autre possibilité que de s'en tenir à la solidarité gouvernementale... De même, les partenaires mineurs du SPS – le Parti des retraités unis de Serbie (PUPS) de Jovan Krkobabić et Serbie unie (JS) du sulfureux maire de Jagodina Dragan Marković « Palma »⁴ – n'ont guère de possibilité de faire entendre leurs singularités.

Au sein même des deux partis dominants, bien peu de têtes sortent des rangs. Les ministres du SPS, déjà en poste de 2008 à 2012, semblent concentrés sur leurs portefeuilles, leurs amours tumultueuses avec des stars du *turbo-folk* ou leurs stratégies personnelles d'enrichissement, et ne manifestent nulle intention de remettre en cause le *leadership* politique du président du parti, Ivica Dačić. De même, au sein du SNS, aucune voix critique ne s'élève pour infléchir les orientations définies par le tandem dirigeant formé le président

⁴ Sur le « système Palma », lire l'enquête de F.Cassonnet, « Un autocrate local en Serbie : Palma et son « royaume enchanté » de Jagodina », *Le Courrier des Balkans*, 31 mai 2012.

Nikolić et le vice-Premier ministre Vučić. Entre les deux tours des élections de mai 2012, la rupture semblait pourtant imminente entre les deux hommes, malgré leur long passé politique commun. Aleksandar Vučić faisait savoir qu'il doutait de la capacité de Tomislav Nikolić à se défaire véritablement de son image d'ancien radical et, conséquemment, de pouvoir enfin prendre le pouvoir. Une nouvelle défaite aurait probablement enclenché un nouveau processus de scission au sein du SNS. La victoire arrachée sur le fil a rebattu les cartes, confortant, au moins le temps de son mandat, l'autorité de Tomislav Nikolić. Toutefois, la définition exacte du périmètre politique dont dispose ce dernier est au cœur des nouveaux enjeux de pouvoir : la Constitution serbe prévoit un rôle essentiellement protocolaire pour le Président. Boris Tadić justifiait son poids politique déterminant par sa double fonction de chef de l'État et de président du parti majoritaire – mais ni Iвица Dačić ni Aleksandar Vučić n'entendent laisser un tel rôle à Tomislav Nikolić.

Si le conflit latent entre les deux dirigeants du SNS semble néanmoins être entré dans une phase de provisoire « glaciation » – encore qu'Aleksandar Vučić entende bien conforter son emprise sur le parti et ses cadres – les tensions sont extrêmes entre les deux partenaires de coalition. Le bras de fer a commencé autour du contrôle des services de sécurité – les « ministères de force », armée, police, services secrets – finalement partagé entre Iвица Dačić et Aleksandar Vučić. Il rebondit régulièrement à propos du Kosovo – chaque initiative du Président étant aussitôt contestée ou « relativisée » par le Premier ministre – mais aussi de la lutte contre la corruption, secteur prioritaire d'Aleksandar Vučić qui, à défaut de pouvoir attaquer Iвица Dačić, ne renonce pas à son rêve de parvenir à mettre sous les verrous plusieurs ministres du SPS... Ces relations tendues déboucheront-elles rapidement sur des élections anticipées, ainsi que le prétendent certaines rumeurs à Belgrade ?

c – les services de sécurité : un partage de Salomon ?

Le contrôle des services de sécurité fait l'objet d'une âpre compétition. En devenant Premier ministre, Iвица Dačić a néanmoins tenu à conserver le portefeuille de l'Intérieur, qu'il détenait déjà dans le précédent gouvernement. Cela fait de lui le chef de la police et de l'Agence d'information et de sécurité (*Bezbednosno-informativna agencija*, BIA). Dans le même temps, Aleksandar Vučić cumule les charges de vice-Premier ministre, ministre de la Défense et, à ce titre, de chef des agences de renseignement militaire : la *Vojnobezbednosna*

Agencija et la *Vojnoobaveštajna Agencija*. Il a également insisté pour obtenir un mandat de « coordinateur des services de renseignement ».

La bicéphalie services civils/ services militaires n'a rien d'exceptionnel, mais en Serbie, la confrontation prend un tour singulier. En effet, Ivica Dačić a pour lui non seulement un travail de quatre ans de prise de contrôle sur le ministère de l'Intérieur, mais aussi l'héritage de services qui n'ont jamais fait l'objet d'une « lustration » et où des éléments de continuité prévalent depuis l'ère Milošević. Depuis 2000, il est notable que le DS n'a jamais pu contrôler véritablement le ministère de l'Intérieur.

Il n'en va pas de même pour le ministère de la Défense – portefeuille notamment occupé par Boris Tadić (2003-2004, quand ce ministère était encore « fédéral »), puis par Dragan Šutanovac (2007-2012, dans le second cabinet Koštunica puis dans le gouvernement de Mirko Cvetković). À l'époque Milošević, le ministère de la Défense et l'état-major de l'armée n'ont jamais été totalement contrôlés par le pouvoir politique, à l'inverse du ministère de l'Intérieur – cette conflictualité latente se soldant par des purges régulières dans le haut commandement militaire.

Au sein du DS, divisé sur le sujet, Dragan Šutanovac faisait figure d'atlantiste, et il avait engagé l'armée de Serbie dans la voie d'une collaboration étroite avec l'OTAN, même si l'adhésion du pays à l'Alliance atlantique n'a jamais été officiellement retenue comme objectif politique. Cette perspective – qui a toujours d'ailleurs rencontré fort peu de soutien en Serbie – est aujourd'hui formellement écartée par le nouveau gouvernement, mais Aleksandar Vučić a « hérité » d'une armée et d'un ministère extrêmement « plastiques », profondément affectés par les réformes des dernières années, sans perspectives stratégiques clairement définies. À l'inverse, Ivica Dačić, s'appuyant sur l'héritage non soldé des années Milošević, a su recréer une « verticale du pouvoir » très fonctionnelle dans la police, le ministère de l'Intérieur et les services civils.

Du coup, la compétition pour le contrôle des services de renseignement et de sécurité est très inégale : Ivica Dačić part avec un avantage certain. Pour essayer de le contrer, Aleksandar Vučić doit multiplier les initiatives politiques, et il ne peut guère le faire que sur un terrain porteur, celui de la lutte contre la corruption.

d – Lutte anti-corruption : de l'affaire Mišković à l'affaire Šarić

La lutte anti-corruption constitue en effet la priorité personnelle d'Aleksandar Vučić, qui lui permet à la fois de conforter à bon compte sa popularité au sein d'une opinion toute prête à le soutenir dans cette « croisade » et de solder quelques comptes politiques.

Les premières cibles de la campagne anti-corruption ont bien sûr été trouvées dans le milieu des « oligarques » serbes. Le parcours de ces riches hommes d'affaires (certes, à l'échelle russe, les grandes fortunes serbes demeurent modestes...) est à peu près toujours semblable :

- acquisition d'un capital de départ dans les années 1990, grâce à des activités souvent liées aux conditions particulières de l'embargo international pesant sur la Serbie et menées aux limites de la loi, généralement avec le soutien du régime d'alors ;
- « légalisation » de ces activités et du capital acquis sous le gouvernement de Zoran Đinđić ; participation à toutes les privatisations des années 2000 ;
- revente fréquente des actifs industriels acquis en 2001-2003 à partir de 2008, pour privilégier des investissements à l'étranger (notamment en Ukraine⁵ ou dans d'autres pays de la CEI)...

Il existe bien sûr des différences « opérationnelles » et « politiques », certains de ces oligarques ayant plus que d'autres franchi la « ligne rouge » de la légalité (en s'impliquant dans les trafics d'armes, de cigarettes ou de drogues, comme Stanko Subotić), l'image de certains d'entre eux reste davantage liée à « l'ancien régime », tandis que d'autres (Milan Beko ou Miodrag Kostić) font figure de « compagnons de route » du Parti démocrate... Néanmoins, l'homogénéité de ce milieu est grande. Ce sont ces oligarques qui ont fortement milité pour la formation d'une coalition entre le DS et le SPS en 2008, qui paraissait alors « contre-nature »⁶. Les oligarques serbes sont en effet très « pro-européens » : après avoir « légalisé » au début des années leurs affaires louches de la décennie précédente, ils

⁵ Ainsi, le groupe MK de Miodrag Kostić a fait main basse sur les raffineries de sucre de Voïvodine lors des privatisations de 2001-2002 ; il les a relancé en parvenant à obtenir des subventions européennes dans des conditions plus que suspectes, avant de se retirer progressivement de ce secteur. Le « roi du sucre démocrate » Kostić s'est alors mis à acheter des terres, par milliers d'hectares, en Voïvodine mais aussi en Ukraine. La majorité des salariés du groupe – qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 500 millions d'euros – se trouve désormais dans ce dernier pays.

⁶ Lire Dragoljub Žarković, « Serbie : comment les oligarques ont concocté le gouvernement entre la poire et le fromage », *Le Courrier des Balkans*, 22 juin 2008.

souhaitent une ouverture des marchés qui leur permettrait de développer leurs affaires à une échelle plus large que celle de la seule Serbie. La crise mondiale n'a pas modifié cette stratégie : au contraire, les oligarques serbes cherchent à se défaire de leurs actifs serbes et des empires industriels réalisés grâce aux privatisations des années 2000 – souvent pour investir dans des secteurs à la rentabilité plus assurée, comme l'agroalimentaire en Ukraine. Particulièrement symbolique a été, de ce point de vue, la vente par Miroslav Mišković du groupe de distribution Maxi Delta au groupe belge Delhaize⁷.

Pour faciliter leurs affaires, ces hommes d'affaires ont toujours su se montrer généreux avec les autorités politiques, quelles qu'elles soient – ils savent que tel est le prix à payer pour ne pas être inquiétés. Aucun parti et aucun homme politique serbe n'a rompu avec ces « amitiés particulières », aucun n'a dérogé aux règles de la corruption généralisée. Même les figures politiques qui ont construit leur popularité sur une réputation « d'incorruptibilité » ont dû s'en accommoder pour leur parti – à défaut de s'enrichir personnellement (dans cette catégorie, on pense naturellement à Tomislav Nikolić ou à Vojislav Koštunica). Même des « petites » formations, comme le Parti libéral-démocrate (LDP) de Čedomir Jovanović, ou des partis régionaux comme la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine (LSV) participent à ce système. L'emprise de la corruption, même si celle-ci reste cantonnée à une petite échelle, est d'ailleurs particulièrement solide dans des régions « multiethniques » comme le Sandjak de Novi Pazar ou la Vallée de Preševo – ce facteur contribuant à expliquer l'extrême émiettement des forces politiques supposées représenter les minorités nationales de ces deux régions.

Cependant, deux partis ont été les principaux « bénéficiaires » de la générosité des entrepreneurs ces dernières années :

- le DS, qui semblait durablement installé aux commandes de la politique serbe et dont le discours « libéral » et la politique favorable aux privatisations ne pouvaient que plaire aux entrepreneurs. De plus, de nombreux cadres du DS viennent du milieu des affaires, ou ambitionnent d'y entrer ;

⁷ Lire « Serbie : Mišković vend Delta Maxi pour près d'un milliard d'euros », *Le Courrier des Balkans*, 9 mars 2011.

- le SPS, qui a conservé des vieux réseaux de fidélité, notamment dans le sud de la Serbie⁸, et qui contrôle depuis 2008 certains portefeuilles particulièrement « sensibles » à la corruption, comme celui des Infrastructures et des transports, chasse gardée de Milutin Mrkonjić⁹. Les travaux du corridor pan-européen X avancent ainsi avec une étonnante lenteur, notamment sur le tronçon Vranje-Preševo, lenteur qui semble arranger au mieux le ministre, les entreprises et tout le personnel politique de la région.

Depuis l'été 2012, Aleksandar Vučić a donc multiplié les coups de canon en direction des milieux d'affaires liés au DS, la principale prise étant représentée par Miroslav Mišković, arrêté le 12 décembre 2012, et accusé de détournements massifs de fonds dans le cadre des privatisations opérées entre 2005 et 2010. Il s'est toujours dit, à Belgrade, que le richissime Mišković « arrosait » l'ensemble de la classe politique. Les révélations que pourraient apporter son procès sont donc attendues avec impatience mais, depuis son arrestation, le mandat de dépôt a été prolongé, sans que rien ne filtre...

Le vice-Premier ministre a également obtenu l'ouverture d'enquêtes judiciaires sur plusieurs figures majeures du DS, comme l'ancien ministre de l'Environnement Oliver Dulić, suspecté d'abus de pouvoir pour avoir favorisé une entreprise slovène dans la concession de la pose de câbles optiques en Serbie. Face à ces mises en cause, le DS, sur la défensive, semble d'ailleurs avoir choisi de faire profil bas – désavouant ses cadres mis en cause, sans essayer de dénoncer d'hypothétiques « procès politiques ». D'ailleurs, le DS serait peu crédible s'il tentait de jouer une telle stratégie, alors que l'Union européenne a elle-même pointé une série de privatisations contestables¹⁰.

Dans le même temps, Aleksandar Vučić rêve de parvenir à faire tomber quelques figures clés du SPS en s'attaquant au « complexe politico-économique » qui subsiste encore avec le groupe Simpo ou les entreprises de BTP, notamment dans le sud du pays. Tout l'automne, l'arrestation imminente d'un ministre a été régulièrement évoquée – ces rumeurs se faisant plus intenses dès qu'Ivica Dačić était en déplacement à l'étranger. Le ministre

⁸ Le meilleur exemple est fourni par le groupe Simpo de Vranje (ameublement, agro-alimentaire, etc) partiellement privatisé, mais qui fonctionne toujours comme une « entreprise du parti », avec une totale osmose au niveau des cadres dirigeants.

⁹ Cadre issu de la Ligue des communistes serbes, membre fondateur du SPS, Milutin Mrkonjić a notamment dirigé la « reconstruction » de la Serbie après les bombardements de 1999.

¹⁰ Lire « Serbie : privatisations frauduleuses, lutte anti-corruption et intégration européenne », *Le Courrier des Balkans*, 31 août 2012.

jamais explicitement nommé mais auquel toute la Serbie pensait était bien Milutin Mrkonjić. Dès son retour, le Premier ministre s'empressait toutefois de protéger « les siens ».

Ce statu quo pourrait être bouleversé par les retombées de l'affaire Šarić. Darko Šarić, considéré comme l'un des principaux trafiquants de drogue en Europe, est en fuite depuis 2010, après avoir été inculpé par la justice serbe, ainsi que 19 membres de son « clan ». On a supposé qu'il aurait pu résider au Monténégro ainsi qu'en Afrique du Sud. R ressortissant monténégrin originaire de la commune de Pljevlja, Darko Šarić avait obtenu la citoyenneté serbe en 2005, dans des circonstances qui font actuellement l'objet d'une enquête. Il semble en tout cas qu'il a longtemps bénéficié de nombreuses protections politiques – tant au Monténégro, où ses possessions immobilières n'ont pas été remises en questions, qu'en Serbie. Selon un rapport de police que la radio B92 affirme s'être procuré, c'est Branko Lazarević, ancien directeur de cabinet d'Ivica Dačić au ministère de l'Intérieur, qui aurait assuré la « communication » avec le narcotrafiquant, ce que le Premier ministre a toutefois catégoriquement démenti¹¹.

Les frères Šarić possèdent toujours deux prestigieuses boîtes de nuit au Monténégro, à Pljevlja et à Kotor. Ils possédaient aussi, à Belgrade, le Vanilla, situé dans l'immeuble qui abrite le siège du SPS, et qui était régulièrement fréquenté par les milieux d'affaires et des figures politiques de premier plan. Le fils de Miroslav Mišković, Marko, habitué des lieux, est fort représentatif de ces milieux « people » assez particulier. Il a été arrêté, en même temps que son père, le 12 décembre dernier.

Début janvier, Aleksandar Vučić a assuré que la cavale du trafiquant allait bientôt toucher à son terme. Des rumeurs prétendaient même que Darko Šarić auraient déjà été arrêté, et serait gardé au secret, en Serbie voire en Suisse... Étant donné l'énormité des sommes en jeu, le caractère planétaire des activités de Darko Šarić, directement lié aux mafias italiennes, mais aussi à d'autres réseaux criminels internationaux, cette affaire dépasse largement les frontières de la Serbie. Que le trafiquant finisse ou non entre les mains de la justice, Aleksandar Vučić est bien décidé à élucider l'arrière-fond des complicités politiques dont il a bénéficié – et tout semble indiquer que ces complicités se concentrent du côté du SPS. En visite au Monténégro, le président Nikolić a confirmé que « des têtes tomberaient » à cause de

¹¹ Lire « Dačić: Slučaj Lazarević nameštaljka », B92, 27 janvier 2013.

l'affaire Šarić¹². La police serbe a déjà mis à jour le fantastique réseau de blanchiment d'argent mis en place par le trafiquant et portant sur 1,7 milliards d'euros. Les sommes passaient par deux fonds d'investissements basés à Amsterdam qui consentaient des prêts particulièrement avantageux aux entreprises serbes (moins de 1% de taux d'intérêt annuel). Par le biais de ces fonds, liés à des banques occidentales, Hypo Alpe Adria et la Raiffeisen Bank, Darko Šarić aurait contribué au financement de près de 600 entreprises en Serbie – notamment le port de Belgrade ou les projets immobiliers de Novi Beograd¹³. Cependant, son principal partenaire demeurerait le holding Delta de Miroslav Mišković.

En l'état actuel de l'enquête, les affaires se seraient à peu près déroulées selon le schéma suivant :

- l'argent de la drogue était blanchi par les fonds d'investissements d'Amsterdam, liés à des banques ayant « pignon sur rue », mais aussi par d'autres intermédiaires, comme le sulfureux homme d'affaires Stanko Subotić Cane, basé en Suisse ;
- les sommes ont financé la plus grosse part des investissements et des projets économiques des années Tadić, notamment par le biais de Miroslav Mišković ;
- les partis politiques de la coalition alors au pouvoir touchaient, « naturellement » leur part, les deux personnalités les plus directement mises sur la sellette étant pour le moment le Premier ministre Ivica Dačić, mais aussi le maire démocrate de Belgrade Dragan Đilas, dont le nom revient toujours dès qu'il est question du port de Belgrade ou des investissements immobiliers à Novi Beograd¹⁴...

Fin janvier, l'homme d'affaires Milan Beko a été entendu durant six ans par la police au sujet du port de Belgrade et, selon la rumeur belgradoise, son arrestation serait imminente. Cependant, jusqu'où le SNS peut-il pousser le fer ? Le parti caracole en tête des sondages, et son engagement dans la lutte anti-corruption, conforme à ses promesses de campagne, ne fait

¹² Interview donnée à la télévision publique du Monténégro (RTCG), le 18 janvier.

¹³ Lire l'enquête réalisée par Tamara Marković-Subota pour le quotidien *Blic*, reprise par le *Courrier des Balkans* : « Trafic de drogue en Serbie : comment blanchir 1,7 milliards d'euros ? », 29 janvier 2013.

¹⁴ Certains projets immobiliers ont été réalisés en expulsant dans des conditions indignes les populations roms qui vivaient sur place, comme dans le lotissement « Belvil ».

que renforcer sa popularité : jamais un gouvernement serbe n'a bénéficié d'une telle cote de confiance¹⁵. La question est désormais ouverte : le SNS peut-il et veut-il prendre le risque de convoquer des élections anticipées et d'assumer ensuite le pouvoir sans la caution du SPS ?

e - le manque de cadres

Dans sa volonté d'accéder à un véritable monopole du pouvoir, le SNS risque en effet d'être très vite bloqué par un handicap de taille : le manque de cadres. Tomislav Nikolić et Aleksandar Vučić sont les seules figures « visibles » du parti, si l'on excepte quelques personnalités de second plan et aux compétences assez incertaines, comme Jorgovanka Tabaković¹⁶, « bombardée » à la tête de la Banque centrale de Serbie. Cette situation s'explique par l'histoire du parti, qui n'a jamais participé au pouvoir, hormis à l'échelon local, et qui s'est peu ouvert à des figures nouvelles depuis la rupture de 2008 avec le SRS. Il manque donc à la fois de figures politiques expérimentées et de cadres rompus à la gestion de l'État.

Pour faire face à cette situation, le SNS a deux options : attirer de nouvelles figures et faire appel à d'anciens cadres ayant participé au pouvoir sous le régime Milošević, qu'ils soient ou non issus des rangs du SRS. Ces cadres sont toujours restés présents dans l'administration publique, au moins dans ses échelons intermédiaires, la Serbie n'ayant jamais pratiqué de politique de lustration. Le renfort de ces cadres expérimentés s'avère aujourd'hui indispensable.

Cette stratégie est particulièrement visible dans la diplomatie : le SNS n'avait à peu près aucun cadre formé et a néanmoins l'intention de débarquer près de la moitié des ambassadeurs en poste, en raison de leurs liens politiques supposés avec le DS¹⁷. Pour pallier à ces carences, le choix a donc été fait de s'ouvrir largement aux « techniciens » de l'époque Milošević, à l'image du nouveau ministre des Affaires étrangères, Ivan Mrkić¹⁸, ancien ambassadeur de Yougoslavie à Chypre dans les années 1990 : ce poste lui avait valu le surnom de « gardien du trésor », car la fortune du clan Milošević transitait par Chypre via la

¹⁵ Ainsi que l'indique les dernières enquêtes d'opinion réalisées fin janvier par le CeSID :

http://www.b92.net/video/videos.php?nav_category=905&yyyy=2013&mm=01&dd=28&nav_id=681672

¹⁶ Lire « Jorgovanka Tabaković, une radicale « historique » à la tête de la Banque nationale de Serbie », *Le Courrier des Balkans*, 7 août 2012.

¹⁷ Lire « Serbie : grande purge dans la diplomatie », *Le Courrier des Balkans*, 27 octobre 2012.

¹⁸ Lire « Serbie : un proche de Milošević à la tête de la diplomatie », *Le Courrier des Balkans*, 24 juillet 2012.

valise diplomatique. Officiellement « non partisan », Ivan Mrkić avait conservé des postes techniques dans l'administration du ministère des Affaires étrangères. À son image, beaucoup des nouveaux ambassadeurs déjà nommés ou en cours de nomination sont des « techniciens » repêchés de l'ancien régime.

Ce manque de cadre est également sensible au niveau local et pourrait tempérer la volonté du parti de faire main basse sur le plus grand nombre possible d'administrations communales, en obtenant la rupture des anciennes alliances DS-SPS, qui tiennent encore dans de nombreuses mairies, à commencer par celle de Belgrade.

En fait, la compétition ouverte entre le SNS et le SPS est en bonne part une compétition pour s'assurer la fidélité des cadres de la haute administration publique, de culture profondément « légitimiste », prête à servir le parti au pouvoir, quel qu'il soit – ce « légitimisme » pouvant tenir lieu de « sens de l'État ». Or, la compétition est encore ouverte pour savoir qui va durablement et « légitimement » tenir les commandes de l'État serbe : le SNS, le SPS, les deux partis durablement associés ? La volonté hégémonique du SNS paraît difficilement tenable sauf à imaginer des recompositions politiques qui permettraient au parti de se renforcer considérablement tout en marginalisant le SPS dans la haute administration. De ce point de vue, l'issue de la compétition ouverte entre Ivica Dačić et Aleksandar Vučić pour le contrôle des services de sécurité sera déterminante.

II – De multiples foyers de tension

Le gouvernement démocrate avait nettement engagé la Serbie dans la voie d'une normalisation des relations régionales. Sur les plans économiques aussi bien que culturels, la coopération entre les républiques issues de l'ancienne Yougoslavie ne s'est jamais si bien portée depuis vingt ans – ce phénomène étant décrit par le recours au néologisme de « yougosphère¹⁹ » – tandis que sur le plan politique, tous les gouvernements de la région semblaient décidés à tourner la page des guerres. Seul le cas particulier du Kosovo, non reconnu par Belgrade, contrevenait à cette tendance générale, ainsi que les relations étroites que le DS et le gouvernement de Belgrade entretenaient toujours avec Milorad Dodik, le président de l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine... Dès les jours qui ont suivi son élection,

¹⁹ La formule a été inventée en 2009 par le journaliste britannique Tim Judah.

Tomislav Nikolić a multiplié les sorties ravageuses, notamment à propos de Srebrenica et de Vukovar, réveillant toutes les craintes des partenaires de la Serbie²⁰.

Sur le plan intérieur, par contre, les principaux foyers de tension – la province autonome de Voïvodine, le Sandjak de Novi Pazar et la Vallée de Preševo – le gouvernement démocrate n'avait pas pris de mesures remarquables, se contentant souvent de gérer, plutôt mal que bien, des situations et des dossiers hérités, au point qu'une situation de pourrissement était souvent évoquée, tant dans le Sandjak qu'à Preševo...

a – Tensions internes

La Serbie est la plus grande des républiques issues de l'ancienne Yougoslavie. C'est aussi un État multiethnique. Ces deux constats soulignent l'importance d'un sujet toujours évoqué mais jamais abordé de front, celui de la décentralisation du pays. Le cadre hérité de la Yougoslavie socialiste n'a jamais été remis en question – or, il ne prévoit pas d'échelon intermédiaire entre l'État (les anciennes républiques fédérées) et les communes (disposant de budgets et de compétences fort limités). La seule exception à ce cadre général était représentée, de 1974 à 1990, par les « quasi-républiques » que formaient les deux provinces autonomes de Voïvodine et du Kosovo, rattachées à la république de Serbie. L'autonomie des deux provinces a été drastiquement réduite par le régime de Slobodan Milošević.

Depuis la rupture démocratique de 2000, la situation du Kosovo n'a plus rien à voir avec celle de la Voïvodine, dont le statut d'autonomie constitue néanmoins un véritable serpent de mer du débat politique serbe. Un Statut d'autonomie, vivement contestée par le SNS, alors dans l'opposition, a été adopté par le Parlement serbe en 2009, mais plusieurs de ses principales dispositions ont été invalidés en juillet 2012 par la Cour constitutionnelle.

Par ailleurs, la question d'une décentralisation administrative du pays est régulièrement évoquée. Cette question fait même figure de cheval de bataille du mouvement Régions unies de Serbie (URS) de Mladen Dinkić, membre de la nouvelle coalition gouvernementale. Cette question interfère parfois avec les problèmes particuliers des régions

²⁰ À peine élu, le nouveau président a évoqué dans une interview à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* son « rêve désormais impossible » de « Grande Serbie », affirmant que Vukovar était « une ville serbe ». Quelques jours plus tard, il a affirmé que le massacre de Srebrenica « n'était pas un génocide ». Lire « Vukovar, Srebrenica : les « provocations » du nouveau président serbe », *Le Courrier des Balkans*, 5 juin 2012.

où vivent d'importantes minorités nationales, principalement le Sandjak de Novi Pazar et la Vallée de Preševo.

a.1 : La Voïvodine : une autonomie menacée ?

La question la plus controversée demeure certainement celle de la province autonome de Voïvodine, qui alimente toutes les angoisses de certains milieux nationalistes serbes : la sécession de la province autonome serait-elle à l'ordre du jour ? La réalité démographique, pourtant, n'est guère de nature à nourrir ces craintes : la Voïvodine continue de se dépeupler – du fait d'une démographie particulièrement déprimée et d'une tendance constante à l'émigration, qui touche prioritairement les minorités, notamment les Croates et surtout les Hongrois. La majorité de la population de la province est aujourd'hui serbe. L'option sécessionniste a donc peu de chance de se réaliser, d'autant que cette perspective politique n'est soutenue par aucune force politique significative. À l'inverse, il faut rappeler que les mouvements d'extrême droite nationaliste serbe, notamment le groupe Naši 1389, organisent régulièrement des opérations coup de poing contre les symboles de l'autonomie, comme de descendre le drapeau de la province des administrations publiques.

Les courants « autonomistes » (*autonomaši*), à commencer par la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine (LSV) de Nenad Čanak ne revendiquent pas autre chose qu'un statut d'autonomie comparable à celui dont jouissent nombre de territoires européens (Communautés autonomes d'Espagne, voire même *landër* allemands) et n'ont pas « d'agenda secret », d'autant que leur poids électoral demeure limité (10 à 15% des voix pour la LSV). Par contre, il est certain que les institutions de la province autonome, contrôlées par le DS, peuvent représenter un contre-pouvoir d'importance à l'échelle du pays – la Voïvodine regroupant un quart des habitants de la Serbie, sans le Kosovo. Pour l'instant, la province demeure un solide bastion démocrate, et il est peu probable que le SNS et le SPS parviennent à s'y imposer dans un avenir proche. On peut donc imaginer que les institutions autonomes focalisent beaucoup de tensions politiques dans les années à venir. D'ailleurs, les députés du SNS ont décidé d'ouvrir la question d'une éventuelle suppression du statut d'autonomie de la province qui pourrait, selon eux, s'inscrire dans le cadre de la « modernisation » des institutions. Un tel projet pourrait coaliser les oppositions : depuis celles des *autonomaši* jusqu'à celles des actuels partenaires de coalition du SNS, notamment URS et le SPS.

a.2 : le Sandjak de Novi Pazar : le baril de poudre qui n'explose jamais ?

Le Sandjak de Novi Pazar se trouve toujours dans une situation paradoxale. Cette région historique, partagée entre la Serbie (pour sa partie septentrionale) et le Monténégro (pour sa partie méridionale), est dépourvue de toute existence administrative, tout en ayant conservé une très forte identité, produit de l'histoire et de la présence d'une forte communauté musulmane « bochniaque ».

L'autre paradoxe du Sandjak est probablement d'être, depuis plus de 20 ans, le « baril de poudre qui n'explose jamais » - malgré les sombres pronostics régulièrement portés par les Cassandre de tout poil. Il est pourtant vrai que la région cumule les facteurs de risques : situation économique et sociale catastrophique²¹, tensions intercommunautaires et rivalités politico-mafieuses au sein de la communauté bosniaque, développement de courants islamiques radicaux...

En réalité, le Sandjak est un foyer de crise permanente « bien commode ». Tous les dirigeants politiques bosniaques rivaux sont fortement liés à Belgrade – à commencer par Rasim Ljajić, « poids lourd » de tous les gouvernements serbes successifs depuis 2000, et Sulejman Ugljanin, ministre sans portefeuille de l'actuel gouvernement comme du précédent cabinet. L'imbricatio politique du Sandjak remonte aux années 1990 : les deux hommes dirigeaient déjà deux branches rivales du Parti de l'action démocratique (SDA). Sulejman Ugljanin choisit de s'exiler en Turquie de 1992 à 1996 tout en incarnant une ligne nationaliste bosniaque « dure », tandis que Rasim Ljajić s'engageait dans un partenariat stratégique de long terme avec l'opposition démocratique serbe²².

À la rivalité politique est venu s'ajouter un conflit religieux, largement orchestré par Belgrade. Le mufti du Sandjak, Muamer Zukorlić²³ fut, tout au long des années 1990, très proche de Rasim Ljajić – un vague cousinage unissant même les deux hommes. Le mufti

²¹ Le potentiel industriel du Sandjak a été liquidé à deux reprises : lors de l'effondrement de la Yougoslavie, au début des années 1990, et dix ans plus tard, au début des années 2000, quand les productions textile de contrefaçon qui s'étaient fortement développées à la faveur de l'embargo international ont été sacrifiées sur l'autel de la « normalisation » de la Serbie.

²² Rasim Ljajić est aujourd'hui l'homme politique serbe disposant de la plus longue expérience ministérielle, car il a siégé dans tous les cabinets depuis 2000.

²³ Muamer Zukorlić, alors âgé de 25 ans, s'est autoproclamé mufti du Sandjak en 1993, en « profitant » de l'éclatement du cadre normatif de la Communauté islamique de Yougoslavie, conséquence de la guerre et de la dissolution de l'État commun.

Zukorlić entretint également des relations très étroites avec Zoran Đinđić, et se mit dans une situation de conflictualité avec Vojislav Koštunica. Premier ministre de 2004 à 2008, ce dernier « favorisa » la création d'une communauté islamique rivale de celle que dirigeait le mufti Zukorlić. Depuis octobre 2007, il existe donc deux structures concurrentes : la Communauté islamique de Serbie (*Islamska zajednica Srbije*), siégeant à Belgrade et dirigée par le reisu-l-ulema de Serbie Adem Zilkić, et la Communauté islamique en Serbie (*Islamska zajednica u Srbiji*), siégeant à Novi Pazar, dirigée par le mufti Zukorlić et reconnaissant l'autorité du reisu-l-ulema de Sarajevo. De violents affrontements physiques ont opposé, surtout en 2007 et 2008, les fidèles des deux communautés pour le contrôle des mosquées du Sandjak, même si une relative accalmie est depuis survenue. La situation demeure explosive, d'autant qu'existent toujours des cercles salafistes assez actifs dans le Sandjak²⁴. Ces « wahhabites » (aux références théologiques, au demeurant, assez confuses) ont toujours fait l'objet de multiples manipulations, tant de la part de la police serbe, qui infiltre largement ces milieux, que du mufti Zukorlić, qui a longtemps réussi à les contrôler en les utilisant comme sicaires pour défendre ses intérêts politiques et économiques...

Pour résumer, « la règle de deux » semble se décliner à l'infini dans le Sandjak, partagé entre les deux républiques de Serbie et du Monténégro, entre deux communautés ethno-confessionnelles (orthodoxes serbes ou monténégrins et musulmans bosniaques). En Serbie, la communauté bosniaque est divisée en deux camarillas politiques, possède deux communautés islamiques rivales, etc. La situation est d'autant plus préoccupante que le Sandjak demeure un carrefour de très nombreux trafics entre Serbie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine et Kosovo, notamment les trafics d'armes et de stupéfiants²⁵.

Cependant, le « baril de poudre » n'explose pas, car personne n'a intérêt à son explosion, mais les gouvernements qui se sont succédés à Belgrade ont tous contribué à enfoncer un peu plus la région dans le marasme – car la menace d'une possible explosion du Sandjak demeure une carte politique précieuse à jouer, tant auprès de l'opinion publique serbe que de la communauté internationale. Il s'agit d'une part d'entretenir la peur (« après le Kosovo, voilà le Sandjak qui va s'enflammer ») que de montrer que la Serbie est un

²⁴ Lire J.A. Dérens, « L'islam en Serbie », *Religioscope*, 1^{er} décembre 2007.

²⁵ Le principal trafiquant de drogue dans la région est le Kosovar Naser Kelmendi, actuellement en fuite. Originaire de Pec/Peja, au Kosovo, l'homme avait développé ses affaires en Bosnie, tout en entretenant des relations étroites avec l'élite politique et policière du Monténégro. Le Sandjak se trouve bien sûr au cœur de cette géographie criminelle. Lire Tufik Softić, « Drogues : évanescences et réapparitions d'un parrain mafieux », *Le Courrier des Balkans*, 22 septembre 2012.

« rempart » face à la « menace islamique »²⁶. Cette politique a été suivie durant quatre ans par Ivica Dačić en sa qualité de ministre de l'Intérieur, et ne devrait donc pas être remise en cause.

a.3 : la Vallée de Preševo, toujours ballottée entre Belgrade et Pristina

La Vallée de Preševo se trouve dans une situation plus dangereuse à bien des égards. Dans l'hypothèse d'une partition territoriale du Kosovo, cette région de peuplement majoritairement albanais, pourrait être « échangée » contre le nord, serbe, du Kosovo : depuis la fin de la guerre du Kosovo, ce grand « troc » territorial est régulièrement évoqué, obérant toutes les possibilités de stabilisation politique et de développement économique de la région. Force est de reconnaître que les promesses des accords de paix de Končulj, en mai 2001, qui permirent le désarmement de la guérilla de l'Armée de libération de Preševo, Bujanovac et Medveđa (UÇPMB), n'ont jamais été tenues, qu'il s'agisse du développement économique de la région ou de sa démilitarisation... Les Albanais peuvent donc, non sans arguments, estimer avoir été floués.

La crise de la Vallée de Preševo tient au sous-développement chronique de la région. Elle repose aussi sur une triple crainte : la crainte des Serbes et des Albanais de la région d'être « oubliés » ou « sacrifiés » par leur propre camp (au nom, bien sûr, des « intérêts supérieurs de la nation »), la crainte enfin de Belgrade de perdre « le beurre et l'argent du beurre », c'est-à-dire de voir la région lui échapper sans avoir réussi à en faire une monnaie d'échange.

Alors que le « dialogue » entre Belgrade et Pristina entrait dans une phase cruciale, la Vallée de Preševo s'est à nouveau invitée, depuis novembre 2012, à la « une » de l'actualité régionale. Le point de focalisation et des tensions était fourni par le monument – une modeste stèle, sans rien de commun avec les pompeux monuments à la gloire de l'UÇK du Kosovo ou de Macédoine – érigée à la gloire des « martyrs » de la guérilla albanaise devant la mairie de Preševo. Belgrade exigeait son démantèlement tout en accusant Pristina d'essayer de déstabiliser la Vallée de Preševo, y voyant même un motif potentiel de rupture du dialogue.

²⁶ De ce point de vue, il conviendrait de se demander de quelles étranges complicités au sein de la police serbe a pu jouir Mevlid Jašarević, le jeune islamiste qui a tenté d'attaquer seul, en octobre 2011, l'ambassade des Etats-Unis à Sarajevo. Ce jeune homme était naturellement « très bien connu des services de police », qui l'ont néanmoins laisser se lancer dans cette aventure suicidaire...

Le démantèlement de la stèle par la police et la gendarmerie serbe, à l'aube du dimanche 19 janvier, n'a pas eu de conséquences politiques immédiates, les dirigeants albanais de la région évitant de durcir le bras de fer engagé avec Belgrade. Par contre, cette action a eu des conséquences indirectes et tragiques au Kosovo, avec une vague de vandalisme contre les cimetières serbes, « justifiée » comme des représailles au démantèlement de la stèle²⁷.

Il est exact que les autorités du Kosovo utilisent, elles aussi, une rhétorique inédite et musclée à propos de Preševo, évoquant pour la première fois une logique de « réciprocité » avec les enclaves serbes du Kosovo. C'est au nom de cette logique qu'elles se sont opposées, début janvier 2013, à la visite du président Nikolić, qui souhaitait se rendre au monastère de Gračanica, pour assister aux cérémonies de Noël, exigeant de pouvoir se rendre librement à Preševo... Les dirigeants albanais de la Vallée de Preševo essaient eux-mêmes de jouer cette carte de « l'internationalisation » du problème, en demandant que les autorités de Pristina inscrivent la question sur l'agenda du dialogue avec Belgrade. La « question de Preševo », en sommeil depuis une dizaine d'années, est ainsi redevenue la grande « cause nationale pan-albanaise », le président d'Albanie Sali Berisha estimant même nécessaire de donner son avis sur le sujet – une initiative que Belgrade ne pouvait regarder que comme une provocation.

En réalité, la Vallée de Preševo représente plus que jamais un enjeu symbolique manipulé tant par Belgrade que par Pristina – au risque, ainsi que le souligne Belgzim Kamberi, le président du Comité local de défense des droits de l'Homme, que les populations locales, tant serbes qu'albanaises, ne fassent une fois de plus les frais de ces calculs politiques. Le politologue serbe Predrag Simić estime également que les deux parties – Belgrade et Pristina – « surjouent » la crise à Preševo pour se ménager une voie de sortie en cas de blocage du dialogue sur le nord du Kosovo²⁸. Ce jeu pourrait néanmoins se révéler dangereux : aujourd'hui, tout est possible dans la Vallée de Preševo, et si le pire n'est jamais certain, le spectre d'un nouvel affrontement armé ne peut plus être écarté, du moins sur le mode d'une « dérive terroriste ». Certains stratèges nationalistes – tant du côté serbe (on peut penser aux associations d'anciens combattants des guerres des années 1990, très remontées

²⁷ Lire « Kosovo : vague de vandalisme contre les cimetières et les églises serbes », *Le Courrier des Balkans*, 22 janvier 2013.

²⁸ Lire Hysni Bajraktari, « Serbie : le « monument de la discorde » enflamme la Vallée de Preševo », *Le Courrier des Balkans*, 10 janvier 2012.

sur le dossier de Preševo) que du côté albanais – pourraient avoir envie de rejouer le cycle « provocations – répression – mobilisation »...

b – les enjeux régionaux

L'élection de Tomislav Nikolić a suscité de vives inquiétudes, tant en raison du passé du nouveau Président serbe et de son Premier ministre que des déclarations très provocatrices qu'ils ont pu tenir. La « normalisation » des relations régionales, constatée ces dernières années, est-elle pour autant véritablement remise en cause ?

b.1 : Bosnie-Herzégovine : à quoi joue Tomislav Nikolić ?

C'est en Bosnie-Herzégovine que les craintes sont, naturellement, les plus grandes, alors que le pays ne sort pas de son interminable crise politique. Les propos provocateurs de Tomislav Nikolić sur Srebrenica ont été suivis d'une vive polémique avec Bakir Izetbegović : lors d'une interview à la télévision macédonienne, le président serbe a estimé que la Bosnie-Herzégovine « était en train de disparaître » - des propos naturellement salués par Milorad Dodik, le président de la Republika Srpska, « l'entité serbe » de Bosnie-Herzégovine.

Dans ce contexte tendu, la visite de Tomislav Nikolić à Banja Luka, le 26 décembre 2012, a naturellement provoqué de vives réactions : le membre bosniaque de la présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, Bakir Izetbegović, s'est indigné que, pour sa première visite officielle en Bosnie-Herzégovine, le président serbe ne se rende pas à Sarajevo²⁹, mais en réalité, le climat fut assez froid à Banja Luka.

En effet, Tomislav Nikolić et Milorad Dodik entretiennent, depuis des années, des relations exécrables, même s'ils peuvent partager certaines analyses politiques... Tous les « nationalistes serbes » ne sont pas forcément amis entre eux. Il y a quelques années, Milorad Dodik avait « poétiquement » expliqué que M. Nikolić était « le fruit d'un avortement rafistolé ». En réalité, Tomislav Nikolić n'a rien oublié du passé de Milorad Dodik, estimant que celui-ci n'est qu'un petit trafiquant des années de guerre, mis en selle comme « opposant

²⁹ En octobre 2000, un scénario similaire s'était produit : le tout nouveau président fédéral yougoslave Vojislav Koštunica avait prévu de se rendre à Trebinje, en Republika Srpska, pour le transfert des restes du poète Jovan Dučić, sans passer par Sarajevo. Finalement, une rencontre de pure forme avec la présidence collégiale fut improvisée dans un salon de l'aéroport de la capitale bosnienne, permettant d'éviter un incident diplomatique.

démocrate » par les Etats-Unis à partir de 1995 et qui a fini par se retourner contre ses mentors quand il n'a plus eu besoin d'eux...

L'opportunisme de Milorad Dodik n'est plus à prouver et l'homme fort de Banja Luka, tout en excitant de plus en plus violemment le nationalisme serbe en Bosnie-Herzégovine, avait d'excellentes relations avec les dirigeants démocrates de Belgrade. Comme eux, il s'opposa, dans les années 1990, aux stratégies politiques de Milošević et, même si le député Dodik s'intéressait surtout au contrôle du marché noir dans la région de Laktaši, ce passé commun nourrissait toujours quelques souvenirs... Milorad Dodik partageait avec les dirigeants du DS un certain nombre de valeurs et de perceptions, Zoran Đinđić comme Boris Tadić étant natifs de Bosnie. Pour beaucoup de cadres « modernisateurs » du DS, la Republika Srpska était d'ailleurs « culturellement » bien plus proche de Belgrade que le Kosovo.

Milorad Dodik a immédiatement su que l'élection de Tomislav Nikolić et la formation d'un gouvernement SNS-SPS ne représentait pas une bonne nouvelle pour lui. Lors des élections municipales du 7 octobre 2012, son Union des sociaux-démocrates indépendants (SNSD) a d'ailleurs subi une défaite dont l'ampleur a fortement surpris, perdant le contrôle de plus d'une vingtaine de communes de Republika Srpska. Cette défaite s'explique par la lassitude d'une large partie de l'opinion face au « système Dodik », mêlant corruption, clientélisme, contrôle des médias et de l'ensemble des activités économiques de l'entité, mais le changement de pouvoir à Belgrade a sûrement aussi joué son rôle. L'électorat serbe de Bosnie-Herzégovine pratique en effet toujours un étonnant légitimisme par rapport à Belgrade. Avec le changement de majorité en Serbie, ils se sont donc « autorisés » à ne plus voter pour le SNSD, et le grand vainqueur du scrutin a été le Parti démocratique serbe (SDS), formation « historique » du nationalisme serbe en Bosnie-Herzégovine, effectivement beaucoup plus proche de Tomislav Nikolić et d'Ivica Dačić... Si cette tendance se confirme, les jours au pouvoir de Milorad Dodik pourraient donc bien être comptés³⁰. Toutefois, un éventuel retour au pouvoir du SDS n'entraînerait a priori aucun changement dans la politique serbe en Bosnie-Herzégovine... Au contraire, on peut supposer que si, la crise politique « permanente » de la Bosnie se poursuit, l'option d'un éclatement du pays sera plus que

³⁰ Lire Asim Metiljević, « Bosnie : les dix raisons qui feront tomber Milorad Dodik », *Le Courrier des Balkans*, 21 janvier 2013.

jamais avancée, et que Belgrade pourrait soutenir cette option, pour peu que Milorad Dodik ait perdu sa position de *leadership*.

Comme dernière preuve de l'animosité de Milorad Dodik pour les nouveaux dirigeants de Belgrade, on peut citer son assez surprenante déclaration, le 6 janvier 2013, en faveur d'une partition du Kosovo, présentée comme « la meilleure solution pour la Serbie »³¹. Cette déclaration était assurément une manière, plutôt maladroite, de jeter une pierre dans le jardin de Belgrade, en se distanciant des positions officielles de la Serbie. L'offensive lancée par M. Dodik ne s'est pas arrêtée là : le surlendemain, 8 janvier, il a carrément offert « l'asile » en Republika Srpska aux Serbes du Kosovo³².

b.2 : Croatie : inéluctable « normalisation » ?

C'est en réalité avec la Croatie que le retour en arrière est le plus sensible – non sans une dimension paradoxale, puisqu'une coalition de centre-gauche, théoriquement plus favorable à l'amélioration des relations régionales que l'ancien gouvernement du HDZ, est arrivé au pouvoir à Zagreb en décembre 2011. De surcroît, la Croatie est entrée dans la dernière étape du long parcours menant à l'intégration européenne – prévue le 1^{er} juillet 2013 – et l'agenda européen du pays évoque très précisément un engagement accru en faveur de la coopération régionale. En vérité, les tensions se focalisent principalement entre les deux chefs d'État, Tomislav Nikolić et Ivo Josipović, qui ont échangé, à distance, un certain nombre de remarques peu amènes. Là aussi, on peut être surpris, étant donné qu'Ivo Josipović avait pris des gestes forts en direction des Serbes de Croatie, notamment en participant aux cérémonies d'hommage à l'insurrection partisane de la Seconde Guerre mondiale. Ivo Josipović, juriste et musicien issu des rangs de l'appareil communiste puis social-démocrate croate, ne peut d'ailleurs pas être soupçonné de la moindre complaisance avec les oustachis...

Dans ce contexte miné, l'annonce de l'acquiescement par la Cour d'appel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye des anciens généraux croates Ante Gotovina et Mladen Markač, le 16 novembre 2012, est tombée comme un coup de tonnerre. Personne n'avait prévu une telle décision, qui a non seulement provoqué des

³¹ http://www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2013&mm=01&dd=06&nav_category=640&nav_id=675111

³² Interview au quotidien *Blic* de Belgrade, 8 janvier 2013.

réactions indignées à Belgrade, mais a déclenché une étonnante recomposition de la scène politique croate.

Figure de référence des milieux citoyens, libéraux et anti-nationalistes croates, Zoran Pusić (par ailleurs, frère de la ministre des Affaires étrangères Vesna Pusić) a écrit un violent réquisitoire contre le TPIY, dont il dénonce l'étonnante « légèreté » : comment la même juridiction peut-elle d'abord condamner un homme à 24 ans de prison, avant de l'acquitter dix-huit mois plus tard, sans qu'aucun élément nouveau n'ait été apporté au dossier ? De telles incohérences ne risquent guère de renforcer la crédibilité du tribunal, dont les décisions seraient attendues « comme les résultats d'un match de football » : en avril 2011, lors du jugement de première instance, « la Serbie avait marqué », puis ce fut au tour de la Croatie, lors de l'appel³³...

Zoran Pusić souligne que les propos les plus « responsables » ont été tenus par Ante Gotovina, appelant lors des cérémonies qui ont marqué son retour à Zagreb à « regarder vers l'avenir », alors que les responsables politiques, de gauche comme de droite, faisaient assaut de surenchères patriotiques. En fait, un étonnant retournement symbolique s'est produit : le SDP du président Josipović et du Premier ministre Milanović font désormais figure de formations « patriotiques », d'autant que le nouveau « héros croate » Gotovina s'est bien gardé de leur adresser la moindre critique, tandis que la position du « traître » revient paradoxalement à la Communauté démocratique croate (HDZ), la formation conservatrice qui était au pouvoir lors de l'arrestation d'Ante Gotovina, en novembre 2005... Une étonnante symétrie pourrait même être établie entre la libération d'Ante Gotovina et la condamnation de l'ancien Premier ministre Ivo Sanader à dix ans de prison pour corruption par le Tribunal de Zagreb, quelques jours plus tard³⁴.

L'acquiescement d'Ante Gotovina a été défavorablement ressenti par les Serbes de Croatie, mais le gouvernement de Zagreb a eu l'habileté de prendre quelques mesures

³³ Une version française abrégée de ce texte est disponible : Zoran Pusić, « Acquiescement de Gotovina : la Croatie à l'heure du choix », *Le Courrier des Balkans*, 24 novembre 2012.

³⁴ Lire « Vukovar, Srebrenica : les « provocations » du nouveau président serbe », *Le Courrier des Balkans*, 5 juin 2012.

symboliques en leur faveur dans les semaines qui suivirent, comme la « légalisation » de l'usage de l'alphabet cyrillique à Vukovar³⁵.

Au bout du compte, une fois que sera surmontée la crise liée à l'acquittement des généraux, les autorités de Belgrade et de Zagreb n'auront guère d'autre choix que d'en revenir à une politique de bon voisinage qui est de l'intérêt de tous – ce que tout le monde sait bien. D'ailleurs, les ministres des Affaires étrangères, Ivan Mrkić et Vesna Pusić ont eu plusieurs rencontres de travail depuis l'automne 2012, et le Premier ministre croate Zoran Milanović s'est rendu à Belgrade le 16 janvier pour rencontrer son homologue Ivica Dačić. Les deux hommes ont convenu que « six mois avaient été perdus », avant de reprendre les principaux dossiers pendants entre les deux pays à peu près au point où ils étaient restés avant les élections serbes de mai 2012³⁶.

En réalité, la visite de Zoran Milanović a surtout eu pour conséquence de raviver la crise latente entre Ivica Dačić et Tomislav Nikolić. Alors que le Premier ministre croate se trouvait encore à Belgrade, le président serbe a convoqué les correspondants de la presse étrangère pour leur dire tout le mal qu'il pensait de cette visite, en expliquant qu'il aurait été « plus logique » qu'il rencontre d'abord son homologue croate Ivo Josipović... À bien y regarder, la reprise de la « normalisation » des relations serbo-croates semble parfaitement inéluctable, tandis que l'issue du conflit de compétences au sommet de l'exécutif serbe demeure bien incertaine...

b.3 : Monténégro et Macédoine : mieux qu'une embellie ?

Avec le Monténégro, tout avait également très mal commencé. Le 29 mai, Tomislav Nikolić a déclaré à la télévision du Monténégro : « je reconnais pour toujours l'existence du Monténégro, mais je ne reconnais pas la différence entre les Serbes et les Monténégrins »³⁷. Pourtant, le nouveau gouvernement serbe semble avoir choisi la plus grande discrétion. Il existe toujours des liens et des réseaux d'alliance anciens et toujours actifs entre le SNS et

³⁵ Lire « Croatie : Vukovar se remet au cyrillique, tollé chez les vétérans », *Le Courrier des Balkans*, 5 janvier 2013.

³⁶ Lire « Croatie-Serbie : le Premier ministre croate Milanović en visite officielle à Belgrade », *Le Courrier des Balkans*, 16 janvier 2013.

³⁷ Lire « Croatie : dix ans de prison pour l'ex-Premier ministre Ivo Sanader », *Le Courrier des Balkans*, 20 novembre 2012.

certaines composantes de l'opposition monténégrine (notamment NOVA- Nouvelle démocratie serbe, membre du Front démocratique), ainsi qu'entre le SPS et le Parti socialiste populaire (SNP) monténégrin. Néanmoins, les autorités de Belgrade entretiennent des relations détendues avec les dirigeants de Podgorica, et ne semblent pas vouloir interférer dans les affaires internes à la petite république. L'heure semble plutôt être au règlement des nombreuses questions « techniques » toujours pendantes entre les deux républiques (régimes de retraite, d'assurance sociale, statut des étudiants, etc). La visite d'État du président Nikolić, le 18 janvier 2013, a confirmé cette amélioration des relations entre les « deux pays frères »³⁸.

Les seuls risques de nouveaux dérapages se trouvent en réalité du côté de l'Église orthodoxe serbe, dont le métropolite au Monténégro, Amfilohije (Radović) entretient des relations de plus en plus mauvaises avec les autorités politiques et multiplie les discours provocateurs. Alors qu'Amfilohije est relativement marginalisé au sein de l'Église après son échec à prendre la succession du patriarche Pavle, il est peu probable que les autorités religieuses et politiques serbes le suivent dans une nouvelle confrontation ouverte avec Podgorica.

Ce tour d'horizon régional serait incomplet sans évoquer la Macédoine (FYROM), elle-même plongée dans une très grave crise politique et sociale. Fin octobre 2012, le président Nikolić a effectué une visite de plusieurs jours à Skopje, visite fort appréciée par les autorités macédoniennes, de plus en plus isolées sur la scène régionale – de forts contentieux avec la Bulgarie étant venus s'ajouter au conflit ancien avec la Grèce. Il s'agissait en fait du premier déplacement officiel de Tomislav Nikolić dans la région. Même si la Macédoine a reconnu l'indépendance du Kosovo, Belgrade a eu soin d'évoquer « l'amitié traditionnelle » entre les deux pays, manière assez facile de contrebalancer l'avis de grand frais sur les relations serbo-croates... Lors de cette visite, certains signaux ont aussi indiqué une volonté nouvelle de contribuer à résoudre le schisme ecclésial et le contentieux de l'Éparchie orthodoxe d'Ohrid, tous les pourparlers entre les Églises serbe et macédonienne étant gelés depuis 2002.

³⁸ Lire « Saradnja dve bratske države », *Danas*, 19 janvier 2013.

III – Le Kosovo vs. l'intégration européenne ?

La vie politique serbe est toujours « surdéterminée » par l'irrésolue question du Kosovo. Depuis que l'ancien protectorat des Nations Unies a proclamé son indépendance, le 17 février 2008, Belgrade doit danser un étonnant pas de deux en s'opposant activement à cette indépendance tout en voulant renforcer ses liens avec les États qui la reconnaissent. Cet axiome fondamental de la politique serbe avait été résumée par le gouvernement précédent avec la formule « l'intégration européenne et le Kosovo », qui demeure fondamentalement valable pour la nouvelle équipe au pouvoir.

La très relative marge de manœuvre de la Serbie a été renforcée par l'absence de politique claire de l'Union européenne sur le sujet, qui n'a pas reconnu l'indépendance du Kosovo – avec l'argument formel que la reconnaissance d'un État n'est que du strict ressort des relations bilatérales, mais en réalité parce que cinq de ses membres s'y opposent toujours. Même la mission européenne déployée depuis décembre 2008 au Kosovo (Eulex) est supposée être « neutre » quant au statut du territoire, ce qui ne manque pas d'être paradoxal et paralysant pour une mission supposée apporter une « assistance technique » à la construction de l'État de droit³⁹...

Toutefois, l'incertitude européenne elle-même aura un temps : cinq ans après avoir proclamé son indépendance, le Kosovo reste toujours dans une « entre-deux » qui n'est pas tenable, privé d'une véritable reconnaissance internationale sans, naturellement, qu'un retour sous la souveraineté serbe ne soit envisageable. Cette situation, aggravée par la catastrophique situation économique et sociale du territoire, son absence quasi-totale de perspectives de développement, le poids sans cesse plus grand de la corruption et du crime organisé, la faillite de la justice et les piètres résultats du *monitoring* international, ne peut que faciliter la radicalisation de l'opinion publique albanaise, de plus en plus sensible à la thématique de l'unification nationale albanaise⁴⁰. Dans ce contexte, les « dogmes » retenus par Martti Ahtisaari lors des négociations de 2007 – pas de retour au statu quo ante, pas de partition du Kosovo, pas de réunion du Kosovo à un État voisin – risquent fort d'être remis en question.

³⁹ Même si l'assistance est « technique », les trois domaines d'intervention de la mission Eulex touchent au cœur des fonctions régaliennes de l'État : justice, police et douanes.

⁴⁰ Lire « Unification de l'Albanie et du Kosovo : « une évolution européenne normale. Entretien avec Enis Sulstarova », *Le Courrier des Balkans*, 26 novembre 2012 ; Marjola Rukaj, « Albania: la rinascita nazionalista », *Osservatorio Balcani e Caucaso*, 29 janvier 2013.

L'UE sait bien que la situation peut très rapidement échapper à tout contrôle et voudrait donc pousser à la négociation d'un compromis durable qui permettrait de repousser le risque d'une nouvelle confrontation majeure dans les Balkans. Mais comment y parvenir, alors qu'elle n'a guère à offrir qu'une perspective d'intégration de plus en plus floue pour la Serbie – et encore plus insaisissable pour le Kosovo ?

a – Kosovo : comment se débarrasser de la patate chaude ?

Depuis plus d'un an, un poussif « dialogue » est engagé entre Belgrade et Pristina, sous l'égide de l'Union européenne. D'abord strictement « technique », ce dialogue amène désormais les Premiers ministres Ivica Dačić et Hashim Thaçi à se retrouver tous les mois dans le bureau de la Haute représentante Catherine Ashton. Une rencontre entre le président Nikolić et son homologue Atifete Jahjaga pourrait même intervenir dès le mois de février. Même si la question du statut du Kosovo n'est toujours pas officiellement évoquée, il est donc difficile de ne pas reconnaître un caractère éminemment politique à ce dialogue qui, selon certaines rumeurs récurrentes, pourrait arriver à son terme dès le printemps, débouchant sur l'adoption d'une position commune.

Dans ce dialogue à trois, les positions de deux des parties sont à peu près claires, mais beaucoup moins celles de la troisième, en l'occurrence Belgrade.

- Pristina s'est engagé dans le dialogue à reculons, sous des pressions directes de l'UE et des Etats-Unis. Pour les autorités du Kosovo, il n'y avait initialement « plus rien à négocier avec Belgrade », le statut du Kosovo ayant été réglé une fois pour toute par le « plan » de Martti Ahtisaari et la proclamation d'indépendance du 17 février 2008. Toutefois, chemin faisant, Pristina s'est rendu compte qu'elle pouvait obtenir des avancées inattendues et a donc aujourd'hui la stratégie claire, simple et logique de pousser aussi loin qu'il sera possible dans le sens d'une réintégration des régions serbes du nord du Kosovo et de la reconnaissance internationale du pays ;
- Bruxelles n'attendait certainement pas grand chose non plus de ce dialogue, dont le but initial était probablement de « meubler le vide », de donner l'illusion que l'UE « faisait quelque chose », qu'elle avait encore l'initiative

malgré l'enlisement du dossier. Cette position *a minima* s'expliquait aussi par le hiatus politique inédit existant entre une Commission européenne acquise à l'indépendance du Kosovo et une Union incapable de définir une position commune, du fait de l'opposition de cinq de ses États-membres à la reconnaissance de cette indépendance. Il est très peu probable que ces cinq pays⁴¹ revoient leur position dans un proche avenir, mais personne ne sera « plus royaliste que le roi », en l'occurrence « plus serbe que la Serbie », et ces cinq pays accepteront probablement tout compromis qui serait validé par Belgrade⁴². Toute la question est de savoir ce que veut vraiment la Serbie...

- C'est initialement la Serbie qui semblait manifester le plus d'intérêt pour le dialogue « technique », en évoquant les progrès qui pourraient être obtenus dans la vie quotidienne des habitants du Kosovo, notamment les Serbes des enclaves... Force est de constater que les effets des rares points actés dans le dialogue (diplômes universitaires, télécommunications, cadastre, etc) sont à peu près nuls si l'on considère les conditions de vie des différentes communautés du Kosovo. Par contre, Belgrade a accepté de voir s'ouvrir des questions de plus en plus politiques, et semble sur une position de « retraite en bon ordre », multipliant les concessions, tout en reculant sans cesse les « lignes rouges » à ne pas franchir...

La résolution sur le Kosovo adoptée le 12 janvier 2013 par le Parlement serbe illustre à merveille cette politique du « un pas en avant, deux pas en arrière », tout en continuant à relier les avancées du dialogue amorcé avec Pristina à des progrès dans l'intégration européenne. Cette résolution a donné lieu à un nouveau bras de fer politique à Belgrade, mais les nuances entre les positions défendues par Tomislav Nikolić et Ivica Dačić sont, en réalité, extrêmement ténues. En fait, il s'agissait essentiellement de prendre date politiquement⁴³. Le politologue Vladimir Goati rappelle d'ailleurs que c'est au gouvernement et non au président de mener la politique publique⁴⁴.

⁴¹ Il s'agit de Chypre, de l'Espagne, de la Grèce, de la Roumanie et de la Slovaquie.

⁴² Sauf à supposer que certaines formulations d'un éventuel accord ne puisse être lu dans un sens qui apparaîtrait contraire à l'unité de ces pays, qui soutiennent moins Belgrade qu'ils ne redoutent les effets d'un « précédent » du Kosovo...

⁴³ Lire Jasmina Lukač, « Javna i tajna politika pred treću briselsku rundu : Sve (ni)je na stolu », *Danas*, 12 janvier 2013.

⁴⁴ Lire Branka Trivić, « Reakcije: Rezolucija rezultat kompromisa Vlade i predsednika Srbije », *Radio Slobodna Evropa*, 13 janvier 2013.

Nombre d'analystes reconnaissent, au bout du compte, que la résolution serbe est non seulement floue et imprécise, mais qu'elle marque en réalité un recul par rapport aux positions plus fermes de l'ancienne majorité démocrate⁴⁵. Quelles sont aujourd'hui les exigences de Belgrade ? Ne pas avoir à reconnaître formellement l'indépendance du Kosovo et obtenir une « autonomie » aux contours très incertains pour les Serbes du Kosovo⁴⁶. Pour le reste, tout semble négociable, notamment l'adhésion du Kosovo aux Nations Unies, désormais envisagée à Belgrade comme une option qui pourrait rapidement se retrouver sur la table des négociations. Cette adhésion ne dépend pas de Belgrade – même si la Serbie s'y ralliait, il n'est pas certain que tous les États membres du Conseil de sécurité la suivent sur cette position – et n'implique d'ailleurs pas que la Serbie reconnaisse l'indépendance du Kosovo. La perspective d'une autonomie avec siège aux Nations Unies avait d'ailleurs déjà été évoquée en 2007 par Belgrade, qui prenait en référence les sièges dont disposèrent, de 1945 à 1990, les République socialistes soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie, pourtant membres de l'URSS...

On en revient en fait à la vieille équation qui voudrait que des « nationalistes » seraient plus à même de faire des compromis significatifs que des « démocrates », car ils n'ont pas à craindre que leur patriotisme soit remis en cause. De fait, la nouvelle équipe ne retient guère qu'une seule ligne rouge : la non-reconnaissance formelle de l'indépendance du Kosovo. Pour le reste, Belgrade semble prête à tous les compromis, sauf si les fragiles équilibres internes à la coalition amenaient certains de ses membres à devoir prendre des postures plus « patriotiques », pour des raisons purement politiciennes...

En réalité, l'actuel gouvernement ne déroge pas au vieux rêve de la Serbie : ne pas renoncer à sa souveraineté sur le Kosovo sans avoir à le gouverner. Combien de responsables politiques de premier plan de Belgrade n'avouent-ils pas, depuis quinze ans mais toujours dans le cadre de conversations privées, qu'ils aimeraient bien être « débarrassés » du dossier du Kosovo ? Certains n'ont jamais cachés qu'ils « échangeraient » bien volontiers le Kosovo contre la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine⁴⁷, voire n'importe quel autre territoire de

⁴⁵ Lire M. Stojanović, « Nikolić mekši od Tadića », *Danas*, 11 janvier 2013.

⁴⁶ Lors de l'émission « Most » d'Omer Karabeg sur Radio Free Europe/ Radio Slobodna Evropa, Marko Đurić et Ramush Tahiri, respectivement conseillers de Tomislav Nikolić et d'Atifete Jahjaga, ont tenté de définir ce que pourrait être, tant pour Belgrade que pour Pristina, la solution à la question du nord du Kosovo, tout en s'entendant sur l'absolue nécessité de la poursuite du dialogue. Émission diffusée le 27 janvier 2013 : <http://www.slobodnaevropa.org/content/most-da-li-je-moguc-kompromis-o-severu-kosova/24884739.html>

⁴⁷ De manière significative, nombre de cadres du DS sont natifs de Bosnie, comme Zoran Đinđić ou Boris Tadić.

la région... D'une certaine manière, ce rêve avait été réalisé dans les années 1990, avec le retrait des Albanais de toutes les institutions publiques du Kosovo, dans le cadre de la stratégie de « résistance non-violente passive » promue par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK).

Ce « rêve » se heurte toutefois à l'opposition de l'Église orthodoxe serbe et au large consensus idéologique faisant du Kosovo le « berceau de la Serbie », mais aussi du maintien d'une communauté serbe au Kosovo, qui ne cesse de demander l'aide et le soutien de Belgrade. Les rapports de force au sein du Saint-Synode de l'Église orthodoxe sont en évolution constante. L'aile la plus « intransigeante » de l'Église a été marginalisée au cours des dernières années – notamment lors de la succession du patriarche Pavle et par la mise hors jeu de l'ancien évêque du Kosovo Artemije⁴⁸, mais l'Église ne saurait accepter le moindre « abandon » du Kosovo et pourrait entrer en opposition frontale au gouvernement⁴⁹.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que plus personne ne représente explicitement les intérêts des Serbes du Kosovo : le nouveau chef du « Bureau pour le Kosovo et Metohija » du gouvernement serbe, Aleksandar Vulin⁵⁰, n'a aucunement les liens charnels et concrets avec le Kosovo qu'entretenait, dans l'équipe précédente, le ministre du Kosovo Goran Bogdanović, et son secrétaire d'État Oliver Ivanović⁵¹. On pourrait également rappeler que dans le premier gouvernement démocratique serbe, en 2000, plusieurs ministres étaient originaires du Kosovo (par exemple Goran Svilanović), ce qui n'est le cas d'aucun membre de l'équipe actuelle, aux origines très centrées sur Belgrade et la Voïvodine.

Le monde serbe du Kosovo présente moins que jamais un visage uni, les différences n'ayant fait que se creuser entre le secteur serbe homogène du nord, et les enclaves, disséminées au sud de l'Ibar, qui semblent s'accommoder de l'indépendance et collaborent avec Pristina – notamment sous l'égide du Parti libéral indépendant (SLS), la formation créée en 2006 par Slobodan Petrović, qui participe au gouvernement du Kosovo et gère plusieurs exécutifs locaux en coalition avec le PDK de Hashim Thaçi.

⁴⁸ Lire J.A.Dérens, « Balkans : l'Église orthodoxe serbe menacée de schisme ? », *Relioscope*, 24 novembre 2010.

⁴⁹ Il convient d'ailleurs de noter que tant le SNS que le SPS n'ont que des relations très formelles avec l'Église. Ces deux partis pourraient même faire figures de formations « laïques », par contraste avec le DSS de Vojislav Koštunica, voire même le DS.

⁵⁰ Aleksandar Vulin, ancien cadre de la Gauche unie yougoslave (JUL) puis du SPS, est né en 1972, et n'entretient aucune relation particulière avec le Kosovo.

⁵¹ Les deux hommes vivent avec leur famille dans le nord du Kosovo, respectivement à Lešak et à Mitrovica.

Cette « collaboration » serbe a parfois été, un peu trop vite, portée aux nues par certains observateurs occidentaux. En effet, les succès électoraux du SLS, notamment en décembre 2010, s'expliquent au moins en partie par des achats massifs de voix et des fraudes extrêmement grossières⁵². De plus, beaucoup de Serbes des enclaves se contentent de « profiter » de la situation actuelle et notamment de l'afflux financier massif qui a pour but de leur faire « accepter » la « nouvelle réalité » du Kosovo et qui se traduit par des programmes, fort peu réalistes, de constructions d'équipements collectifs souvent disproportionnés. Pour ne citer qu'un seul exemple, on pourrait évoquer le nouvel hôpital du village de Parteš, dans la région de Gnjilane/Gjilan, Parteš ayant d'ailleurs été érigé en nouvelle commune... Souvent, les acteurs locaux « profitent » de cette manne (et des dérives majeures qui se produisent en termes de corruption), tout en transférant leurs avoirs en Serbie : la plupart des élus du SLS ont acheté des maisons ou des appartements en Serbie centrale ces dernières années, leur philosophie semblant consister à profiter de la manne des aides occidentales, tout en étant persuadés que la présence de leur communauté au Kosovo est condamnée à moyenne échéance...

Dans le nord, l'option d'un partage, d'un rattachement à la Serbie ou, à tout le moins, d'une très large autonomie, fait toujours consensus : bien rares sont les Serbes qui envisagent de reconnaître les « institutions provisoires » de Pristina, pour employer la terminologie officielle, qui fait pendant à celle du Kosovo parlant des « institutions parallèles serbes ». Ces « institutions parallèles » continuent d'ailleurs de régenter la plupart des domaines de la vie sociale (éducation, santé, administration, vie politique, etc). La crise de l'été 2011 est encore dans toutes les mémoires et le nord peut, à tout moment, se refermer à nouveau derrière ses barricades.

La principale question est, comme toujours, de savoir quelles sont les véritables relais d'influence de Belgrade dans la région. La communauté serbe locale a massivement voté pour le SNS lors des dernières élections – même si certains courants d'extrême droite sont aussi fortement implantés dans le nord, comme le mouvement Dveri. Ces dernières années, les relais d'influence passaient plutôt par deux canaux : celui du DS, relayé localement par Oliver Ivanović, ancien Secrétaire d'État au Kosovo et Metohija, et celui du DSS, toujours influent

⁵² À Gračanica, une voix pour le SLS s'achetait pour 50 euros le jour du scrutin, le 12 décembre 2010, et les rabatteurs ne se cachaient pas devant tous les bureaux de vote.

via le docteur Marko Jakšić et le Conseil national serbe (SNV). Alors que le SPS dispose d'une influence réelle – partiellement héritée des années Milošević, mais surtout reconstituée par Ivica Dačić depuis 2008 – le SNS doit tisser sa propre toile de relais dans cette étrange zone grise politico-affairiste où se trouve toujours le nord du Kosovo.

La capacité d'initiative propre des Serbes du Nord du Kosovo ne doit surtout pas être surévaluée : même leurs initiatives « spontanées » ont, presque toujours, été téléguidées depuis Belgrade. Existe-t-il des « lignes rouges » infranchissables pour cette communauté ? Assurément, mais étroitement liée à la situation locale. En fait, Belgrade peut bien faire des compromis politiques majeurs avec Pristina, l'essentiel est que, sur le terrain du nord, rien ne change...

L'option d'un partage formel du Kosovo, grand sujet d'inquiétude pour les Serbes des enclaves du sud, ne poserait guère de problèmes à ceux du nord. Cette option est régulièrement avancée depuis plusieurs années par Ivica Dačić lui-même : y croit-il vraiment ?

Force est de constater que le déroulé de l'argumentaire relève essentiellement des règles du poker menteur. Sur le fond, oui, beaucoup de dirigeants de Belgrade apprécieraient fort une solution basée sur une remise en cause générale – et négociée – des frontières de la région. Concrètement, ils espèrent que la Serbie pourrait ainsi récupérer, outre le nord du Kosovo et la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine, des secteurs du nord du Monténégro. En contrepartie, elle se « débarrasserait » du reste du Kosovo et devrait renoncer à la Vallée de Presevo. Le jeu en vaut certainement la chandelle, Banja Luka vaut bien Preševo et les monastères du Kosovo...

Cependant, ces mêmes dirigeants serbes savent qu'une telle hypothèse constitue la hantise de nombreux cercles occidentaux, car elle signifierait l'abandon définitif du principe de l'intangibilité des frontières et de la logique des « arbitrages Badinter » : une telle solution pourrait avoir des effets de contagion immédiat dans l'ancienne Union soviétique, voire amener à une remise en cause plus large de toutes les frontières sur plusieurs continents...

Si l'hypothèse d'une reconfiguration générale des Balkans reste donc, a priori, écartée, pourquoi en parler, avec autant d'insistance qu'Ivica Dačić ? Pour essayer de renforcer la

position de la Serbie dans les négociations, impressionner les Occidentaux et essayer de les amener aux concessions les plus avancées possibles. Alors que la question de « l'unification nationale albanaise » est, plus que jamais, à l'ordre du jour, cette posture de négociation pourrait toutefois déboucher sur des options qui semblent aujourd'hui encore « improbables »...

b – Qui croit encore à l'intégration européenne ?

Face à ce qui est largement perçu par l'opinion publique serbe elle-même comme une « perte inéluctable » du Kosovo, la seule « compensation » avancée est aujourd'hui la perspective d'intégration européenne de la Serbie. Les dirigeants de Belgrade ne manquent donc pas de scruter les évolutions de l'opinion publique, parmi laquelle l'euro-scepticisme ne cesse de croître : en décembre 2012, on a atteint des niveaux encore inédits, avec 41% seulement des citoyens serbes qui se déclarent favorables à l'intégration européenne de leur pays⁵³. Ce résultat ne manque pas d'interroger la classe politique serbe, quand l'on sait que tous les partis parlementaires, à la seule exception du DSS, sont favorables à cette intégration... La tendance n'est d'ailleurs pas propre à la Serbie, mais affecte toute la région.

Dans les années 2000, la vie politique des pays des Balkans occidentaux était fondamentalement structurée par un clivage majeur entre forces nationalistes et conservatrices et courants démocratiques, réformateurs et « pro-européens ». Aujourd'hui, pratiquement tous les acteurs majeurs du jeu politique sont, au moins déclarativement, « pro-européens » : l'exemple du SNS fournit d'ailleurs la meilleure illustration de ce « virage européen » de cadres politiques nationalistes. Par contre, les opinions ont décroché. Pour celles-ci, l'adhésion européenne s'imposait faute d'alternative, et comme une évolution « normale » permettant de rejoindre les pays riches et développés.

L'adhésion européenne était en effet perçue comme l'assurance d'une amélioration rapide et nette du niveau de vie, ce qui fut globalement confirmé pour les entrants de 2004. Or, la situation a bien changé. On vit plus mal en Roumanie et en Bulgarie après l'adhésion de 2007 qu'avant celle-ci – non pas, certes, du fait de l'adhésion, mais du fait de la crise

⁵³ Enquête réalisée en décembre 2012 pour le Bureau de l'intégration européenne du gouvernement de Serbie, et dont les résultats ont été dévoilés par le quotidien *Danas*, http://www.danas.rs/danasrs/politika/nikada_manja_podrska_ulasku_srbije_u_eu.56.html?news_id=254980

économique qui a rattrapé ces pays sans que leur nouvelle appartenance à l'UE ne puisse les protéger. Le cas bulgare et roumain a naturellement été suivi avec grande attention en Serbie, tout comme le cas croate. Si la Bulgarie et la Roumanie sont les premiers pays où l'on vit plus mal après l'intégration européenne qu'avant celle-ci, la Croatie est le premier pays dont les citoyens s'attendent à vivre plus mal après l'intégration avant même que celle-ci ne soit actée... Le « rêve européen » a décidément du plomb dans l'aile, et de moins en moins de gens voient encore l'intérêt de fournir des sacrifices au nom de cette perspective.

Dans ses rapports d'étape, la Commission européenne a régulièrement souligné les progrès effectués par la Serbie, sa capacité à mettre en œuvre les réformes demandées et le bon niveau global de son administration. Ces réformes, en réalité, font assez largement consensus, tant au sein de l'opinion publique que de la classe politique, où l'attachement à un État fonctionnel et efficace est globalement partagé⁵⁴. Nombre de dirigeants serbes – de tous les bords – pensent donc que le pays a tout intérêt à poursuivre les réformes exigées par Bruxelles, même si la perspective de l'intégration ne devait pas se réaliser... Un aspect, peu débattu de ces réformes parce qu'il fait largement consensus dans la classe politique, à savoir la libéralisation systématique de l'économie, pourrait néanmoins, dans un contexte de crise et après l'échec de la plupart des privatisations entreprises depuis une dizaine d'années, créer de nouvelles lignes de faille et de débat.

Certaines forces politiques serbes restent toutefois fortement attachées à la perspective européenne, comme le LDP, mais leur influence sur la société est d'autant moindre que le risque d'un « retour au nationalisme » et à l'isolement des années 1990 paraît peu fondé, et que les avantages attendus de l'intégration semblent s'évanouir. Les enquêtes d'opinion indiquant de manière récurrente que les Serbes seraient de moins en moins disposés à « lâcher le Kosovo pour l'UE » ne doivent pas être mésinterprétées : c'est moins le Kosovo qui retrouve sa « valeur » que la perspective européenne qui s'est singulièrement « démonétisée »...

Le credo officiel de Belgrade – « l'Union européenne et le Kosovo » – pourrait donc bien se transformer en son inverse : perte du Kosovo et pas d'intégration européenne, mais sans que cette perspective n'affecte grandement l'opinion. La campagne électorale du

⁵⁴ Tel n'est, par exemple, pas le cas en Bosnie-Herzégovine...

printemps 2012 a largement révélé que les électeurs étaient beaucoup plus sensibles aux thématiques économiques, à la lutte contre la corruption, qu'aux deux vieilles lunes de l'Europe et du Kosovo, rabâchées depuis dix ans par les politiciens de tous les bords... Le Premier ministre Iвица Dačić rappelle volontiers qu'il n'est pas « obsédé » par l'intégration européenne, mais qu'il ne voit pas de « meilleure perspective » pour la Serbie. En réalité, l'essentiel pour le gouvernement serbe consiste à « ne pas insulter l'avenir », c'est-à-dire à ne prendre aucun geste qui pourrait indisposer Bruxelles – d'autant que, si la perspective européenne peut sembler plus floue que jamais, il n'existe pour autant toujours pas de perspective politique alternative.

c - « Le grand frère russe »

Le président Tomislav Nikolić n'a jamais fait mystère de sa russophilie revendiquée et militante. Le 27 mai 2012, après son élection mais avant son investiture, il a effectué un voyage très commenté à Moscou, pour assister, en sa qualité de président du parti, au congrès de Russie Unie, le SNS ayant signé une convention de « partenariat » avec la formation de Vladimir Poutine⁵⁵. À l'occasion de ce voyage, Tomislav Nikolić a accordé une interview à la radio Echos de Moscou, envisageant, entre autres, une possible reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la Serbie⁵⁶. En réalité, de telles initiatives politiques, qui sonneraient comme une véritable provocation à l'égard des pays occidentaux sont bien improbables. L'essentiel des relations russo-serbes repose sur un partenariat économique en plein développement et une collaboration politique qui n'a pas besoin de semblables « provocations ».

Le gazoduc South Stream, dont les travaux ont été lancés début décembre, constitue bien sûr l'aspect essentiel de ses relations économiques. Il faut cependant reconnaître qu'en la matière, la Serbie n'est que l'un des partenaires de la Russie, au même titre que les autres pays traversés par le gazoduc. Tout au plus aura-t-elle un rôle de « relais régional » pour la Bosnie, la Hongrie, la Slovénie et l'Autriche. Dans le même temps, les investissements russes en Serbie hors secteur énergétique demeurent très faibles, tout comme les investissements

⁵⁵ « Russie unie en congrès accueille ses « amis balkaniques », *Le Courrier des Balkans*, 26 septembre 2011.

⁵⁶ « Tomislav Nikolić à Moscou : « indéfectible amitié » entre la Serbie et la Russie », *Le Courrier des Balkans*, 29 mai 2012.

serbes en Russie. Belgrade est donc (re)devenu un partenaire économique important de Moscou, mais cette coopération reste étroitement mono-sectorielle.

Dans le même temps, la Serbie est toujours assurée de pouvoir compter sur la Russie au Conseil de Sécurité des Nations Unies à propos du Kosovo. Le seul véritable moment de tension s'est produit à l'été 2008, au lendemain de la guerre de Géorgie – et six mois après la proclamation d'indépendance du Kosovo – quand la Russie a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Belgrade a pu craindre, en effet, que cette décision ne discrédite les « arguments de principe » juridiques contre l'indépendance du Kosovo, voire même que Moscou ne « lâche » le Kosovo contre la reconnaissance des républiques caucasiennes, voire n'oblige ses partenaires politiques à la suivre dans cette voie. En réalité, rien n'est allé si loin : la Russie s'était contentée d'envoyer un message à l'Occident, via le Caucase. Au vrai, vus de Moscou, le Kosovo, l'Abkhazie et l'Ossétie ne sont guère que des pions...

Moscou sait également faire preuve de générosité, en soldant les « petites factures » de Belgrade, comme ce fut le cas en septembre 2011 : la Russie accorda à la Serbie un prêt de 300 millions de dollars bien utile pour budget de l'État⁵⁷... Jusqu'où peuvent aller ces relations privilégiées entre la Serbie et la Russie ? Le plus élémentaire bon sens oblige à reconnaître que la réponse se trouve beaucoup moins à Belgrade qu'à Moscou.

Quel est l'intérêt à long terme de la Russie ? Tout comme le Kosovo, la Serbie elle-même n'est guère qu'un pion utile à avancer dans le cadre d'un bras de fer global avec les pays occidentaux, mais dont l'intérêt intrinsèque demeure relativement limité. Rien, ni culturellement ni historiquement, ne prédispose la Serbie à jouer le rôle d'un « relais » de l'influence russe en Europe du Sud-Est – la Bulgarie serait beaucoup plus à même de tenir un tel rôle – et les Balkans ne représentent pas, par eux-mêmes, une zone d'intérêt vital pour Moscou. L'alliance serbo-russe a donc un caractère fortement contingent et nul ne saurait parier sur sa pérennité.

⁵⁷ « Serbie : Tomislav Nikolić s'en va à Sotchi taper son ami Poutine », *Le Courrier des Balkans*, 11 septembre 2012.

d – La Serbie dans un nouveau monde multipolaire

Comme tous les pays d'Europe du Sud-Est, la Serbie est directement concernée par la nouvelle politique de la Turquie. Celle-ci se caractérise par la combinaison d'un engagement économique en constante croissance, d'un fort interventionnisme politique et de la reconquête d'une « hégémonie culturelle », qui se manifeste notamment par le succès étonnant des séries télévisées turques, qui passionnent désormais les téléspectateurs serbes.

Les plus hauts responsables de l'État turc, le président Abdullah Gül, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan ou le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu ont multiplié les déplacements dans les Balkans ces dernières années – sans privilégier systématiquement les pays majoritairement musulmans et traditionnellement proches de la Turquie comme la Bosnie-Herzégovine ou l'Albanie. Au contraire, des visites très importantes ont eu lieu en Serbie, comme la rencontre d'avril 2011 entre Abdullah Gül et les membres de la présidence collégiale de Bosnie, dans la résidence d'État de Karađorđevo, en Voïvodine⁵⁸. Avec cette rencontre, la Turquie semblait reconnaître à la Serbie un rôle de « parrain » de la Bosnie-Herzégovine... Le président Gül ne s'est pas contenté d'essayer de jouer les bons offices en Serbie, il est également intervenu dans les complexes démêlés politico-religieux du Sandjak de Novi Pazar, où il s'est rendu à plusieurs reprises, essayant de jouer un rôle d'arbitre entre les factions politiques bosniaques et les deux tendances musulmanes rivales... On ne peut que s'étonner de voir le chef d'un État de 80 millions d'habitants s'impliquer ainsi dans la politique locale d'une ville étrangère de 100.000 habitants, mais le cas du Sandjak révèle la haute importance qu'Ankara accorde aux Balkans⁵⁹. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie diplomatique « multilatérale », que certains taxent parfois de « néo-ottomanisme », la Turquie perçoit les Balkans comme son « hinterland européen ».

Cet intérêt politique se confirme dans le domaine économique, avec de nombreux investissements turcs dans la région – qui, là encore, ne se concentrent pas particulièrement dans les pays majoritairement musulmans. Ainsi, la Turquie avait manifesté son intérêt pour la compagnie aérienne serbe JAT mais, comme elle voulait aussi acquérir l'aéroport de

⁵⁸ Lire « La Serbie et la Turquie se penchent au chevet de la Bosnie-Herzégovine », *Le Courrier des Balkans*, 26 avril 2011.

⁵⁹ Lire J.A. Dérens, « Le grand retour de la Turquie dans les Balkans », *Politique internationale*, 134, hiver 2012.

Belgrade, la transaction ne s'est pas faite. Par contre, la Turquie investit dans l'aéroport de Kraljevo et multiplie les partenariats partout en Serbie – tandis que les Émirats arabes unis pourraient bien, au final, faire main basse sur la compagnie aérienne serbe.

La Turquie n'est, au vrai, pas le seul pays avec lequel la Serbie cherche à développer des relations économiques : il faudrait citer tous les partenaires habituels de l'ancienne Yougoslavie en Afrique et en Asie, avec lesquels la Serbie (comme du reste la Croatie ou la Bosnie-Herzégovine) essaie de renouer des relations économiques.

Sur le plan politique, Belgrade a aussi joué avec un évident intérêt la carte des non-alignés. L'activisme de Vuk Jeremić, ministre des Affaires étrangères de 2008 à 2012 a payé : en fréquentant assidûment des tribunes comme l'Union africaine ou l'Organisation de la Conférence islamique, il a réussi à convaincre une grande majorité des pays d'Afrique, du monde arabe, d'Asie ou encore d'Amérique latine de ne pas reconnaître l'indépendance le Kosovo. Dans le cas des pays africains, même les « suggestions » des anciennes puissances coloniales, comme la France ou le Royaume-Uni, se sont révélées moins convaincantes que les arguments de Belgrade. En fait, la Serbie a, ponctuellement, réussi à ressusciter « l'esprit » du non-alignement en s'arc-boutant sur des notions comme la primauté du droit international et le respect de l'intégrité territoriale des États membres des Nations Unies. Le gouvernement serbe, qui envisageait au printemps 2008 une admission du Kosovo à l'ONU au bout d'une période de six à douze mois, a certainement été dépassé par l'ampleur de sa victoire diplomatique – qui en dit certainement moins sur le dossier du Kosovo lui-même que sur l'état réel des relations internationales, marqué par une puissante vague de rejet du *dominium* états-unis. Au bout du compte, l'opération est entièrement positive pour la Serbie, qui a retrouvé, grâce à la question du Kosovo, une aura diplomatique bien supérieure à l'importance réelle du pays... Pour ce qui le concerne, Vuk Jeremić, devenu la « bête noire » de certains cercles diplomatiques occidentaux, a obtenu son « bâton de maréchal » en se faisant élire président de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il va de soi que ce « renouveau » très opportuniste de la fibre « non-alignée » de la Serbie est incompatible avec une éventuelle adhésion du pays à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), mais celle-ci n'a jamais été à l'ordre du jour, malgré la fibre atlantiste de certains dirigeants de l'ancienne équipe démocrate, notamment de l'ancien ministre de la Défense Dragan Šutanovac. Elle est en tout cas désormais clairement écartée.

Dans le domaine économique et peut-être politique, un nouvel acteur important ne saurait être ignoré, la Chine. Le développement des relations sino-serbes remonte à l'époque de Milošević, ces relations ayant pris un tour plus intense après le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, le 8 mai 1999. Depuis, les investissements chinois en Serbie n'ont fait qu'augmenter⁶⁰, tandis que Pékin s'est révélé un allié précieux et fidèle de Belgrade au Conseil de sécurité. Il existe une parfaite continuité dans la politique d'ouverture à la Chine de tous les gouvernements serbes, de Milošević à Boris Tadić⁶¹. Il est donc peu probable que ce partenariat soit remis en question.

En réalité, la Serbie a bien compris qu'une politique économique reposant uniquement sur la relation avec l'UE serait erronée, tout comme il serait dangereux de faire reposer trop d'espoir sur la seule alliance russe. Sur le plan économique comme sur le plan politique, la Serbie de Tomislav Nikolić va donc chercher à poursuivre le multilatéralisme déjà expérimenté du temps de Boris Tadić⁶². Ce dernier évoquait volontiers les « quatre piliers de la diplomatie serbe », à savoir des relations étroites et confiantes avec Bruxelles, Washington, Moscou et Pékin. Il est certain qu'Ankara doit être désormais ajouté à cette liste, tandis qu'une certaine réserve, que les futurs développements au Kosovo pourraient alimenter, demeure de mise avec Washington. Toutefois, il est peu probable que la diplomatie et les choix stratégiques fondamentaux de la Serbie connaissent de remises en cause majeures.

⁶⁰ Le plus symbolique de ces investissements est bien sûr le « pont de l'amitié serbo-chinoise », sur le Danube, mais en tout, plus de 50 contrats ont été signés ces cinq dernières années. Lire Luca Bettarelli, « Serbie : avec la Chine, les bons comptes font les bons amis », *Le Courrier des Balkans*, 20 novembre 2012.

⁶¹ Le président Tadić s'est lui-même rendu en visite officielle en Chine en août 2009.

⁶² Dans une interview accordée le 2 janvier 2013 à la télévision B92, le ministre Ivan Mrkić a rappelé ces objectifs multiples de la diplomatie serbe :

http://www.b92.net/info/intervju/index.php?yyyy=2013&nav_id=674178

Conclusions

Quelque chose a-t-il changé en Serbie ? Rien n'est moins sûr. Les choix stratégiques essentiels – l'intégration européenne et le Kosovo – demeurent officiellement les mêmes. C'est en réalité le contexte politique global qui a changé : tandis que les perspectives européennes de tous les pays de la région tendaient, à tout le moins, à s'éloigner dans le temps, du fait de la crise de l'UE elle-même, les échéances concernant le Kosovo se sont rapprochées. L'étrange « entre-deux » qui prévaut depuis février 2008 n'est pas tenable sur le long terme, et tout le sait bien, à commencer par Belgrade.

Paradoxalement, l'actuel gouvernement « nationaliste » craignant moins que son prédécesseur l'accusation de « trahison », Belgrade peut probablement aller très loin dans le compromis sur le Kosovo – en ne conservant guère au bout du compte qu'une fiction de souveraineté et un rôle très modeste de « protecteur » des communautés serbes locales.

Tomislav Nikolić comme Aleksandar Vučić ou Ivica Dačić ont en commun la volonté de se débarrasser au plus vite du dossier du Kosovo. Pour que ce processus « vertueux » puisse se réaliser, encore faudrait-il que :

- le jeu en vaille la chandelle. Dans une pure logique de marchandage, Belgrade n'entend pas brader pour rien le Kosovo. En échange, l'ouverture des négociations européennes semble un minimum, mais il faudra sûrement plus pour convaincre la Serbie ;
- que l'irrésolue question nationale albanaise, révélée et réveillée tant par les succès électoraux de Vetëvendosja ! au Kosovo que par les commémorations du centenaire de l'indépendance albanaise, le 28 novembre 1912, ne vienne pas bouleverser les plans et les agendas des uns et des autres : si de nouveaux « fronts » s'ouvrent au printemps, tant à Preševo que dans les régions albanaises de Macédoine, nul ne saurait plus prétendre prévoir l'évolution des événements au Kosovo...

La dernière incertitude majeure pesant sur l'avenir de la Serbie concerne l'évolution des relations au sein de la coalition gouvernementale, qui peuvent voler en éclats à tout moment. Plus que les désaccords sur le Kosovo ou les relations avec la Croatie, ce sont les

enjeux liés à la lutte contre la corruption et la criminalité organisée qui pourraient conduire à une rupture. Le SNS pourrait choisir de s'engager dans cette voie, se croyant en position de remporter haut la main d'éventuelles élections parlementaires anticipées. Osera-t-il franchir le pas ? On pourrait poser la question autrement : Aleksandar Vučić est-il totalement certain que les révélations liées aux affaires Mišković et Šarić ne risquent pas d'éclabousser aussi son propre parti ? Croit-il que le SNS peut gagner les élections et gouverner seul la Serbie ?

Si Tomislav Nikolić et Aleksandar Vučić ne nourrissent sans doute guère d'illusions sur la possibilité de voir la Serbie rejoindre l'Union européenne dans les prochaines années, ils espèrent bien, par contre, que leur parti pourra au plus vite rejoindre le Parti populaire européen (PPE) – tout en conservant, naturellement, des relations étroites avec Russie Unie de M.Poutine – ce qui achèverait la « normalisation » ou, pour mieux dire, la *gentrification* de ce parti. Ivica Dačić nourrit certainement des ambitions similaires pour le SPS, qui espère rejoindre un jour le Parti socialiste européen (PSE)...

Quant aux oligarques serbes, ils espèrent bien aussi que les origines douteuses de leur fortune seront recouvertes par le voile pudique de l'oubli, et qu'ils achèveront enfin leur mue en fréquentables *businessmen* européens... Seule une aggravation de la crise économique et sociale pourrait, peut-être, briser ce rêve d'embourgeoisement, et replonger les Balkans dans une phase de réelle instabilité.

Annexes

Listes des principales formations politiques serbes

SNS : Parti progressiste serbe – Srpska napredna stranka, créé en 2008, par scission du SRS. Dirigé par Tomislav Nikolić et Aleksandar Vučić. Au pouvoir depuis les élections du 2 mai 2012.

SPS : Parti socialiste de Serbie - Socialistička partija srbije. La formation créée par Slobodan Milošević sur les ruines de l'ancienne Ligue des communistes de Serbie, dirigée par Ivica Dačić depuis 2003, était en coalition avec le DS de 2008 à 2012. Depuis la conclusion d'un accord de coalition avec le SNS au niveau national, le SPS et ses partenaires « juniors » pratiquent une stratégie d'alliance à géométrie variable dans les assemblées communales.

PUPS : Parti des retraités unis de Serbie - Partija Ujedinjenih Penzionera Srbije. Petit parti associé au SPS et dirigé par le vice-Premier ministre Jovan Krkobabić.

JS : Serbie unie - Jedinstvena Srbija. Egalement associé au SPS, ce parti a essentiellement une base locale, dans la ville de Jagodina, « fief » de Dragan Marković « Palma ».

URS : Régions unies de Serbie - Ujedinjeni regioni Srbije. Mouvement dirigé par le ministre des Finances Mlađan Dinkić, membre de la coalition gouvernementale. D'orientation libérale et attachée à la décentralisation, ce mouvement est « l'héritier » du G17+.

DS : Parti démocratique – Demokratska stranka. Fondé en 1992. Dans l'opposition depuis les élections du 6 mai 2012. Dirigé par Boris Tadić, puis Dragan Đilas depuis le 25 novembre 2012.

LDP : Parti libéral-démocrate – Liberalna-drmokratska stranka. Créé en 2005, le parti de Čedomir Jovanović reste dans l'opposition avec des scores oscillant entre 5 et 7% des voix.

LSV : Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine - Liga socijaldemokrata Vojvodine. Parti autonomiste dirigé par Nenad Čanak, d'orientation « citoyenne » et très anti-nationaliste.

DSS : Parti démocratique de Serbie – Demokratska stranka Srbije. Parti nationaliste d'opposition, dirigé par Vojislav Koštunica, très prompt à dénoncer toute « trahison » du gouvernement sur le dossier du Kosovo.

SRS : Parti radical serbe – Srpska radikalna stranka. La formation « historique » de l'extrême droite serbe, affaiblie par le schisme du SNS, n'a pas atteint le seuil de 4% des suffrages aux élections de 2012 et a donc disparu du Parlement.

Dveri : Ce mouvement d'extrême droite « radicale » a fait le choix de se présenter aux élections de 2012. Selon certaines rumeurs, il aurait bénéficié d'un discret « coup de pouce » du DS, afin d'affaiblir le SRS, empêchant ce dernier d'atteindre le seuil de 4% des voix.

Chronologie de l'année 2012

1^{er} mars : la Serbie obtient le statut officiel de pays candidat à l'intégration européenne

6 mai : élections parlementaires et premier tour de l'élection présidentielle. Légère avance du SNS et de son candidat présidentiel Tomislav Nikolić sur le DS et Boris Tadić.

20 mai : élection de Tomislav Nikolić à la présidence de la République.

12 septembre : le SRS enlève au DS le contrôle de la mairie de Novi Sad.

19 octobre : rencontre entre Ivica Dačić et Hashim Thaçi à Bruxelles.

31 octobre : visite à Belgrade, puis à Pristina, de la Haute représentante européenne Catherine Ashton et de la Secrétaire d'État américaine Hillary Clinton.

16 novembre : le TPIY acquitte les anciens généraux croates Ante Gotovina et Mladen Markač.

25 novembre : conférence du DS, Dragan Đilas est élu président du parti, Boris Tadić ayant choisi de se retirer de la course.

29 novembre : les Albanais de Presevo célèbrent le centenaire de la nation albanaise. Erection contestée d'un monument à la gloire des anciens combattants de l'UÇPMB devant la mairie de la ville.

30 novembre : le TPIY acquitte les anciens commandants de l'UÇK Ramush Haradinaj et Lahi Brahimaj

4 décembre : reprise du dialogue Belgrade-Pristina. Conclusion d'un accord sur la « gestion intégrée » des passages frontaliers du Kosovo.

12 décembre : arrestation de Miroslav Mišković.

20 décembre : entrée en vigueur de l'accord sur la « gestion intégrée » des passages frontaliers du Kosovo.

20 décembre : Belgrade présente sa « plateforme » pour le dialogue avec Pristina, approuvée par le Parlement le 11 janvier 2013. Début de la « gestion intégrée » des passages frontaliers entre le nord du Kosovo et la Serbie.

6-7 janvier 2013 : de nombreux incidents anti-serbes émaillent les cérémonies de la Noël orthodoxe au Kosovo, alors que les autorités de Pristina n'ont pas Tomislav Nikolić à se rendre à Gračanica.

16 janvier : visite officielle du Premier ministre croate Zoran Milanović à Belgrade.

17 janvier : nouvelle rencontre Ivica / Hashim Thaçi à Bruxelles.

19 janvier : démantèlement de la stèle de Preševo.

Sommaire : la Serbie, un pays « européen » à la dérive ?

I – Le panier de crabes belgradois : que mes ennemis me protègent de mes amis !

- a – DS : les causes d'une défaite
- b – L'union est un combat...
- c – les services de sécurité : un partage de Salomon ?
- d – Lutte anti-corruption : de l'affaire Mišković à l'affaire Šarić
- e - le manque de cadres

II – De multiples foyers de tension

- a – Tensions internes
 - a.1 : La Voïvodine : impossible autonomie ?
 - a.2 : le Sandjak de Novi Pazar : le baril de poudre qui n'explose jamais ?
 - a.3 : la Vallée de Preševo, ballottée entre Belgrade et Pristina
- b – les enjeux régionaux
 - b.1 : Bosnie-Herzégovine : à quoi joue Tomislav Nikolić ?
 - b.2 : Croatie : inéluctable « normalisation » ?
 - b.3 : Monténégro et Macédoine : mieux qu'une embellie ?

III – Le Kosovo vs. l'intégration européenne ?

- a – Kosovo : comment se débarrasser de la patate chaude ?
- b – qui croit encore à l'intégration européenne ?
- c - « Le grand frère russe »
- d – La Serbie dans un nouveau monde multipolaire

Conclusions

Annexes